

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« On achète ton bonheur, vole-le. »

Graffiti de mai 68

ISSN 0026-9433

N° 1659

du 9 au 15 février 2012



Ils se **gavent**
On en bave

M 02137 - 1659 - F. 2,50 €



Editorial



Nous voilà rassurés ! François Fillon l'a affirmé à la télé au cours de son débat avec Martine Aubry : Nicolas Sarkozy n'est pas le président des riches, puisque « aucun cadeau n'a été fait aux riches. Je suis blessé quand j'entends qu'on a baissé les impôts sur les plus riches ». La France « d'en bas » appréciera. En attendant la chasse est ouverte, on veut parler de la campagne électorale bien sûr. Nous sommes déjà submergés de promesses des uns et des autres. Quant à notre président, il a choisi de faire campagne sans être candidat. Trop fort ! Mais il fait passer le message : cinq ans, ça a été trop court pour faire toutes les « réformes ». C'est qu'il en a des combats à mener notre Nicolas ! Une entreprise en difficulté ? Il décroche son téléphone. Lejaby ? Problème réglé. Comme Gandrange ? Nous en reparlerons dans quelques mois. Petroplus ? Le multimillionnaire Gary Klesch se dit prêt à reprendre l'affaire. Il « attend juste que M. Besson lui téléphone ». Et les trois millions et plus de chômeurs restant ? On fait quoi ? Ça va en faire des coups de fil à passer : faudra bien cinq ans de plus. Pour achever le carnage social ? Le jeu – électoral – consiste toujours à laisser en suspens le problème social, puisque tous, à gauche comme à droite ont des solutions et des propositions que jusqu'alors ils avaient soigneusement tenues cachées. Leur principal souci étant pour les uns d'obtenir les fameuses 500 signatures, et pour les autres d'expliquer comment on va continuer de gérer – mieux – le capitalisme. Capitalisme qui est loin d'être moribond, qui en est à sa énième mue, qui laissera sur le carreau toujours plus d'exploités à qui, c'est sûr, on ne fera pas de cadeau. Comme d'habitude on cherchera à nous expliquer qu'il est indispensable de participer au jeu électoral, que le danger au second tour... Comme d'habitude, nous continuerons notre combat sur le terrain social, là où la réalité balaie les promesses qui n'engagent que ceux qui les croient.

Sommaire

Actualité

Petroplus : les raffineries en danger, par J.-P. Levaray, page 3

L'éducation, toujours dans le viseur, par Fred, page 4

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 5

Chronique néphrétique, page 5

Les brèves, le strip, page 6

Le froid social tue toujours, par Juanito, page 7

Carnet de voyage en Sarkozie, par R. Pino, page 8

Arguments

Abstention sans complexe, par J. Raj, page 10

Souverainisme et post-fascisme, par P. Pelletier, page 11

Une théorie anarchiste du genre, par J. Rogue, page 14

International

La commune de San Juan Copala, par G. Goutte, page 16

Histoire

Meurtres à la Grange-aux-Belles, par S. Boulouque, page 18

Culture

Le corps en thérapie, par J. Lesage de la Haye, page 20

Mouvement

Rencontres anarchistes à Tunis, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Erratum ML n°1658

Dans l'article de Lou Marin (« Onfray contre les libertaires »), il fallait lire « Andrea Caffi » et non « Carlo Caffi », en fin de première colonne. Son auteur nous avait fait parvenir la correction à temps, mais nous avons oublié de la rentrer. On appelle ça, un loupé !

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Raffineries françaises

Quand les patrons abandonnent le terrain



Jean-Pierre Levaray

CE 2 FÉVRIER, les patrons du pétrole se réunissaient rue Godillot à Saint-Ouen (93) pour présenter un pseudo livre blanc du pétrole. Le siège de l'Union des patrons de l'industrie des pétroles se trouve non loin de l'Élysée mais, apprenant qu'une manifestation devait avoir lieu, ces patrons ont jugé bon de s'expatrier en banlieue rouge, ça fait moins sale.

Plus de 600 militants travaillant dans les raffineries (dont 200 de Pétroplus) manifestaient devant les grilles en ce jour glacial, parce que ça ne va pas du tout dans ce secteur. Si ces salariés ont été plutôt privilégiés jusqu'à ces dernières années (du moins au niveau des salaires, parce qu'au niveau des maladies professionnelles, c'est beaucoup moins bien), cela en est bien fini désormais. Le secteur de la raffinerie subit une crise: non pas que les trusts pétroliers voient leurs bénéfices s'écrouler, loin s'en faut, mais ces derniers restructurent et délocalisent à tout va.

Prétextant tout ce qu'on voudra bien – le Grenelle de l'environnement, les quotas de CO₂, le coût du travail, les voitures qui consomment moins de carburant –, ces multinationales ont décidé de changer leur stratégie, non plus en fabriquant les carburants dans les pays consommateurs mais en raffinant dans les pays producteurs et en amenant l'essence ou le gasoil par supertankers en Europe, dans d'immenses stockages comme ceux construits récemment près de Marseille et du Havre.

Les installations européennes sont vieillissantes, et le coût social et environnemental est plus faible à Abou Dabit ou dans la région qu'ici. Ces nouvelles unités construites au Moyen-Orient l'ont été à l'origine pour alimenter l'Asie. Elles ont des capacités de production quatre fois supérieure à celles des vieilles raffineries. Sauf que l'Asie ne consomme pas autant que prévu. Donc, malgré la rarefaction en cours du pétrole, il y a une surcapacité de ce côté-là (pas en Europe qui doit importer). Il s'agit d'un carburant plus rentable à fabriquer, donc les Total, Exxon, Shell et consorts cherchent d'autres débouchés que le marché asiatique.

C'est Total qui a lancé la première offensive en fermant une unité à Gonfreville, près du Havre, et en fermant définitivement la raffinerie des Flandres à Dunkerque. Lors de ces premières fermetures, un mouvement de grève jamais vu dans ce milieu a montré aux salariés raffineurs qu'ils pouvaient bloquer le pays en fermant les robinets d'essence. Malheureusement, la grève a tourné en eau de boudin. Comme si les syndicats avaient eu peur de leur force. Ça s'est terminé par une table ronde et par la promesse de Total de ne pas fermer une seule raffinerie (outre celle de Dunkerque) dans les cinq prochaines années. Et on arrive bientôt au terme de la promesse. Ce premier mouvement de grèves a quand même permis aux raffineurs de reprendre le

chemin du blocage et des grèves lors du mouvement des retraites de 2010.

Le pétrolier Shell avait préalablement anticipé le pas en se séparant de son raffinage, sans trop de casse sociale à l'époque, en cédant Shell-Berre à la société Lyondell et celles de Petit-Couronne et Reischett à Pétroplus. Pétroplus est un groupe d'investissement basé en Suisse qui ne dispose ni d'exploitation ni d'accès aux puits comme les trusts pétroliers.

Aujourd'hui, la raffinerie Lyondell de Berre est mise sous cocon pour au moins deux ans, ce qui veut dire qu'elle va fermer car si des travaux ne sont pas faits, il sera impossible de la redémarrer. Quant à celles relevant de Pétroplus, Reischett vient d'être fermée et celle de Petit Couronne est dans l'attente d'une décision. Le groupe Pétroplus est en cessation de paiement et serait en liquidation pour payer ses créanciers.

C'est une stratégie éprouvée ces dernières années. Les multinationales, sauf cas de force majeure, ferment rarement elles-mêmes leurs sites. Elles laissent le sale travail à des entreprises plus petites et moins solvables. Du coup, au bout de quelques années, au cours desquelles les salariés ont souvent perdu des avantages, les repreneurs ferment les boîtes, suite, les trois-quarts du temps, à des problèmes financiers.

Du coup, pas de plan «social». C'est le Fond de garantie des salaires qui finance les

salariés le temps de la fermeture, les primes de licenciement se font à minima après recours à la justice et, surtout, en ce qui concerne le démantèlement des installations et la dépollution des sites, cela tombe souvent dans les mains des pouvoirs publics. Le trust pétrolier (ou chimique, ou autres) qui avait géré et pollué le site pendant des dizaines d'années n'a plus qu'à se laver les mains.

Pour les Pétroplus de Petit-Couronne, près de Rouen, il y a d'abord eu une annonce en décembre comme quoi l'usine n'allait plus traiter les huiles, puis début janvier c'est de fermeture totale dont il a été question, ainsi que le licenciement des 80 salariés restant à Reischett.

Dans la région rouennaise l'annonce de la fermeture de la raffinerie a été une grande claque. Cette usine existe depuis 1929 et fait partie de l'histoire sociale (et environnementale, elle pue vraiment) de l'agglomération. Plusieurs communes limitrophes de la raffinerie ont connu un enrichissement grâce à elle et à ses milliers de salariés. Aujourd'hui, la raffinerie compte encore 550 salariés à statut et presque autant de salariés sous-traitants, sans compter les emplois induits, commerces et autres. Ceci explique aussi le fort mouvement de soutien de la part de la population alentour et des militants syndicaux des boîtes de la région. Chaque jour, lors des assemblées générales au cours desquelles les «Pétro» décident de la continuité du blocage de la raffinerie, de nombreux soutiens viennent apporter un coup

de main. Manifestations, blocages, distributions de tracts et autres sont devenus quotidiens.

Reste que tout cela n'amène pas grand-chose dans le sens où les salariés sont à la merci de décisions prises par l'État ou par d'autres pseudo-industriels. Il faudrait faire monter les actions d'au moins un cran. Si les syndicats du site demandent la prise de contrôle de l'industrie pétrolière par l'État (on ne parle pas de coopérative ou d'autogestion, dans ce type d'usines trop grosses et trop lourdes), il faudra autre chose que des manifestations et des élections.

Parce que c'est un des problèmes de ce conflit. L'intersyndicale (très majoritairement menée par la CGT) a voulu médiatiser le conflit. Des salariés victimes d'un patron-voyou – et qui plus est, Suisse – ça plaît toujours, d'où une présence importante et quotidienne de télés, journalistes et autres. Pour être encore plus visibles, les syndicats ont invité les candidats à l'élection présidentielle à venir, et ceux-ci ne se sont pas fait prier pour trouver une tribune «sociale», de Nathalie Arthaud à Hervé Morin (plutôt mal passé). Évidemment, tous promettent de s'occuper d'eux, mais comment les croire? Enfin, c'est là où le bât blesse, la CGT Pétroplus ne propose plus comme solution à leur situation que de voter Mélenchon, ce qui est un peu court.

La situation des salariés sera bien pire une fois l'élection passée. D'autant que d'autres raffineries risquent de subir le même sort dans les

prochaines années (il n'en reste plus que 8).

Au moment où j'écris ces lignes Garry Klecht semble sur les rangs du rachat de la raffinerie. Ce type, suisse-américain est un financier aux dents longues (type Tapie) qui passe sa vie à acheter et vendre des usines. Les salariés de la branche vinyle d'Arkhéma, en savent quelque chose, après avoir été fourgué par Total à Arkhéma, c'est ce type qui se propose de les racheter moyennant restructuration et suppression d'emplois. Ils sont actuellement en lutte contre ce rachat.

Concernant la raffinerie, Besson est venu les voir et aurait dans son chapeau une autre «solution industrielle» qui consisterait à la faire fonctionner à façon et à la demande pour différents groupes pétroliers. Solution complètement ridicule qui ne rendra pas le site pérenne. Ça permettrait juste de tenir jusqu'aux élections.

Voilà où on en est en ce moment de ce conflit. Pour les libertaires il n'est pas toujours facile de s'y retrouver, lutter pour une raffinerie polluante, alimentant des voitures polluantes, exploitant une énergie fossile en cours d'épuisement, une forme d'usine qui nécessite une telle différenciation des métiers et une telle technicité qui empêche d'y penser en terme d'autogestion, c'est plus que compliqué. N'empêche que ces copains luttent pour le maintien de leurs conditions de vie et la révolution n'étant pas tout à fait pour demain, la solidarité avec eux est plus qu'à l'ordre du jour. **J.-P.L.**

Enseignements professionnels

LIVRET DE COMPÉTENCES, droit individuel à la formation (DIF), orientation, formation initiale, formation continue, entretien professionnel, validation des acquis de l'expérience (VAE), certificats de formation professionnelle, fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage, stages en entreprise et gratifications, conventions d'objectifs sur le développement de la formation des jeunes par alternance, expérimentations sur la formation par alternance, Association pour la formation professionnelle des adultes (Afp), formation professionnelle et université... Tous ces thèmes sont déclinés dans la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'Orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie (OFPTLV) qui prévoit une destruction progressive du service public et sa soumission au marché.

Sous l'égide de l'OFPTLV, de l'État aux Régions, le transfert des compétences en matière d'orientation et de formation des adultes se poursuit lentement et insidieusement, dans une fusion/confusion savamment orchestrée des publics concernés, des services et de leurs missions respectives. Pour les publics en formation ainsi que pour les personnels, les

conséquences en seraient désastreuses. Ce qui se joue c'est une mise sous tutelle de la formation professionnelle (pour les jeunes et pour les adultes) aux intérêts des patronats locaux et nationaux. C'est un mélange des genres, des publics, des missions. Le recours aux stages en entreprises, aux apprentissages, plonge directement les jeunes apprentis ouvriers dans les griffes des patrons. La culture générale – ne parlons pas de culture populaire, sociale, politique, syndicale – est laissée à l'abandon, voire combattue. Les jeunes qui vont arriver sur le marché du travail seront démunis et la mise sous tutelle des appareils syndicaux accompagne cette attaque de la solidarité et de la lutte de classes.

Depuis 2009, un Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles, élaboré par les Régions au sein du Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle, a été mis en place. Il n'y est plus question de «qualification professionnelle» mais de «droit à l'information, à l'orientation et à la qualification professionnelle»; d'«acquérir des connaissances» mais «de progresser au cours de sa vie professionnelle d'au moins un niveau en acquérant».

Derrière ce recours à la notion de «compétences», c'est un abandon des diplômes, seuls niveaux de connaissances reconnus par les conventions collectives et le droit de travail. Sans diplômes (malgré toutes les critiques que l'on peut apporter à ce système de validation, aux examens, etc.), les jeunes ouvriers n'auront plus aucun recours. Ils auront des «certificats de compétences» livrés et reconnus par des entreprises (?) qui sont à la fois juge et partie, formateur et employeur. C'est donner les pleins pouvoirs aux patrons. C'est placer les jeunes issus des classes populaires sous le joug des patrons. C'est le retour à l'«esclavage», au travail gratuit sous forme de stages divers (formation, reconversion, etc.)

Reprendre la main sur la formation professionnelle, syndicale, politique doit donc être un souci de tous, des organisations syndicales, des militants syndicalistes et surtout des anarchistes. Il faut revisiter et réinventer les Bourses du travail, les Universités populaires.

Fred

Groupe Proudhon de la Fédération anarchiste
 Sud Éducation Franche-Comté

Chronique néphrétique

L'enfer du décor

DÉCIDÉMENT tout est décoré pour faire « beau » en attendant l'élection présidentielle. Un messie serait-il attendu sur le territoire de la « fille aînée » de l'Église. Du coup le syndicalisme français (ou ce qu'il en reste) est habillé pour l'hiver !

Déjà que tous les prétendants, ou presque, à la charge suprême se pressent au chevet du mouvement ouvrier en détresse, marchant allègrement sur le champ syndicaliste, on en remet une couche au nouveau sondages.

L'Ifop a, la semaine dernière, interrogé « un échantillon représentatif non pas de l'ensemble de la population en âge de voter, mais des seuls actifs, salariés ou chômeurs ayant déjà travaillé »¹. On savait que l'extrême droite mordait dans l'électorat ouvrier dit traditionnel, mais là les résultats sont assez différents. SUD, CGT et CFDT sont en tête pour les intentions de vote à gauche. Les syndicalistes n'existent que en tant qu'électeurs. Faut-il pleurer, faut-il en rire ? Que celles et ceux qui vivent de leur seul chèque de fin de mois préfèrent dans leur majorité voter pour les représentants du socialisme parlementaire peut sembler un moindre mal...

On peut considérer aussi que c'est, encore une fois, la même ornière et qu'on pas sortis de l'auberge ! Mélanger tous les genres pour un avenir dit radieux amène souvent de cruelles déconvenues pour ceux et celles qui croyaient que leur bulletin de vote ouvraient les portes du paradis. L'illusion électorale a de beaux jours devant elle si nous ne mettons pas les bouchées doubles pour prouver par nos combats quotidiens que le chemin pour une autre société est autre part !

Jean-Pierre Germain

1. C'était le quotidien *L'Humanité* qui avait demandé ceci. A noter que pour les actifs, selon ce sondage, Marine Le Pen est devant Nicolas Sarkozy... Sondages piège à... ?

VOUS REGARDEZ LA TÉLÉ et vous voyez un président discuter avec des ouvriers du bâtiment, sur un chantier. Il a froid le président, il essaie de casser la glace en étant familier avec les prolos. Sourires figés en rictus, « on se comprend, hein ? On se comprend ». Nous on a compris que c'était pour faire joli sur les photos, comme un couple qui veut donner le change pour les voisins. Et qu'il y en a au moins un des deux qui se demande : « Mais qu'est-ce que je fais ici ? » Pensez : Les gars étaient « en intempéries » et on leur demande de venir se les geler avec Sarko ? Ils ont eu la pièce ou c'est pour les beaux yeux du patron ? Payés à faire semblant de travailler ? Comme le président, alors ? Et le béton, ils l'ont coulé ou pas ? Espérons que non, faut faire gaffe aux fondations pourries, sinon, il n'y a rien qui tient...

Comme par exemple « les maisons Borloo – les maisons à 100 000 euros – les maisons qui prennent l'eau ! » Rappelez-vous : Tout le monde ou presque avait droit à la propriété. De la pub, de la propagande, et des courants d'air, du vent ! La porte vous reste dans les mains, tout se fissure, le décor entier est en carton-pâte pour éblouir les gogos... Ceux qui ont acheté, mais aussi tous ceux qui y ont cru. La légende dit que l'on promenait Catherine II de Russie dans de faux villages avec de faux paysans pour lui faire croire que son pays était moderne. Les paysans vivaient dans la pire des misères, et ça, ce n'est pas une légende. Aujourd'hui, c'est le peuple que l'on gruge avec de fausses maisons et de vrais-faux ouvriers. Et lors des déplacements de Sarkozy, le moindre soupçon de revendication, slogan ou banderole qui pourrait apparaître devant les caméras est violemment plaqué à terre et embarqué loin du passage roya... euh républicain. C'est cela la Liberté... Ah ben non, le ciment n'a pas tenu ! La Liberté est tombée dans le caniveau.

Tiens ! Dans le caniveau : Il y en a d'autres qui s'y font plaquer plus que la moyenne. Si vous avez les cheveux crépus noirs, avec un air un peu trop méditerranéen du sud, vous avez 8 fois plus de risques

de vous faire arrêter par les flics... Six fois plus « seulement », si vous êtes noir. Pour peu que vous tombiez sur un flic d'extrême droite, (ils ne le sont pas tous mais le pourcentage est supérieur à la moyenne nationale), vous aurez peut-être même l'occasion de vous allonger par terre, de faire des pompes et de crier « vive la police ! » pour pouvoir passer votre chemin. La fraternité mérite une réhabilitation.

Vous pensiez vivre dans un pays riche, mais avec 8 millions de pauvres ? C'est une malfaçon dans l'Égalité, vous avez une bonne assurance contre la chute sociale ?

On continue l'état des lieux ? Vous pensiez avoir, avec le nucléaire, l'indépendance énergétique, vous allez bientôt payer, vous, vos enfants et vos petits enfants, l'électricité la plus chère du monde. Elles augmentent, les estimations du coût du démantèlement des centrales... et le stockage des déchets radio-actifs pour les milliers d'années qui viennent, ça va douiller !

La devise nationale « Liberté, Égalité, Fraternité » est décrépète ?

Ce n'est pas dramatique, vous vous dites : nous vivons en démocratie. Y a qu'à changer le président.

Et si le suffrage universel, les élections, le président de la république lui-même faisaient partie du décor ? Cela ne vous est jamais venu à l'esprit ? Pas besoin d'inventer un complot, c'est tout simplement la façade que se donne le capitalisme pour cacher sa réalité.

Et cette façade nous paraît plus que jamais illusoire : du toc ! du placoplâtre ! Les colonnes du palais Bourbon se ramollissent, les dorures du Sénat se décollent, l'Élysée s'effrite, et on nous propose de repeindre tout cela en rose pour colmater les brèches... Dérisoire ! C'est à un tremblement de terre économique que nous assistons, le système s'effondre et nous nous prenons tout sur la tête. Les fondations sont pourries, faut abattre. Vous pouvez vous arc-bouter pour tenir les murs, mais sans nous.

Rodkol

Brèves de combat

On peut toujours rêver !

Human Rights Watch publie un rapport critique sur la législation française en matière de contrôles d'identité et demande au gouvernement d'adopter des réformes pour éviter les «abus». On ne doute pas qu'ils seront écoutés par Guéant et consorts...

Sur la place du Vieux-Marché

Le Stardust, café populaire de la place du Vieux-Marché à Rouen, a été le témoin d'une rare violence un samedi soir. Tout a commencé par l'arrestation de deux clients du bar qui urinaient sur une place située en face avec une statue de Jeanne d'Arc. Une dizaine de clients se sont placés en face d'une des voitures de police pour l'empêcher de repartir. Sans violence ni insulte. Les policiers, nerveux, se sont vengés et sont revenus avec du renfort gazant et frappant des gens au hasard. Les deux principales victimes, après constatation d'un médecin légiste du CHU de Rouen, présentent des hématomes, des brûlures au visage et une entaille au crâne. De leur côté, les deux «pisseurs» ont écopé d'une amende de 68 euros pour miction sur les ruines de la place du Vieux-Marché. Encore un épisode de plus à la série des violences et brutalités policières.

La prison de la Santé condamnée

La cour administrative d'appel de Paris a donné raison à deux prévenus qui avaient porté plainte en raison de leurs conditions de détention à la prison de la

Santé à Paris. Pour la première fois, l'établissement pénitentiaire a été condamné. Surpopulation dans les cellules, manque d'intimité, toilettes non cloisonnées, éclairage insuffisant, lumière du jour absente, peinture qui se décolle des murs, plafonds qui tombent, sans parler du reste...

Mumia Abu-Jamal enfin libéré !

Johanna Fernandez, porte-parole de Mumia, s'est entretenue ce matin avec Scott Miller, assistant du directeur de la prison de SCI Mahanoy, lequel l'a informé que le processus de sortie de l'isolement était imminent. Johanna a qualifié cette très bonne nouvelle de « victoire de la mobilisation internationale », précisant que plus de 5 000 lettres et pétitions étaient parvenues aux autorités pénitentiaires.

Mar(t)ine s'éclate au bal nazi

Le 27 janvier 2012, à quelques semaines d'une élection présidentielle où elle avait pour ambition de se présenter comme intacte de tout soupçon d'antisémitisme, Marine Le Pen virevoltait à Vienne dans un bal organisé par les nostalgiques du III^e Reich, et plus précisément par Olympia, une corporation d'extrême droite qui a la sympathique particularité d'être fermée aux juifs et aux femmes... Vous avez dit « nouveau FN » ?

L'affreux

Ça y est, le Guéant l'a fait passer : la création d'un fichier de 45 à 60 millions de

«gens honnêtes» a été validé à l'assemblée. Il a pour motif officiel d'empêcher l'usurpation d'identité. Les 10 autres millions de français malhonnêtes seront déportés ?

Guérir de l'homosexualité

Des élus chrétiens conservateurs hollandais souhaitent «traiter» l'homosexualité et sa prise en charge par l'assurance santé. Ils ont reçu le soutien de 162 médecins et religieux juifs – dont le grand rabbin d'Amsterdam –, qui jugent que l'homosexualité est bel et bien une «maladie pouvant être soignée». Pour les militants gays, «il s'agit d'un point de vue abject». Allons-nous revivre les pires heures où l'on traitait les homosexuels aux électrochocs (où avec des hormones, ce qui en conduisait certains au suicide), dans les États-Unis des années cinquante ?

Mar(t)ine veut bouter l'avortement

Marine Le Pen a qualifié le planning familial de «centre d'incitation à l'avortement». Dans son programme, elle propose de dérembourser l'iVG, puisque «l'avortement est quelque chose que l'on peut éviter, après tout». Et notre ami l'Autruche de se demander avec raison sur son blog : «Après, quoi ? Rien. Nada. Nulle réaction digne de ce nom du côté des partis dits de gouvernement. Silence total.» On peut donc dire tout et n'importe quoi durant une campagne électorale.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



C'est le **froid** social qui tue



«Je veux, si je suis élu président de la République, que d'ici à deux ans, plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid, parce que le droit à l'hébergement, je vais vous le dire, c'est une obligation humaine, mes chers amis, comprenez-le bien, si on n'est plus choqué, quand quelqu'un n'a pas un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause.» C'est ce que disait Nicolas Sarkozy, le 18 décembre 2006, à Charleville-Mézières. Et pourtant...

En France, l'Insee dénombre 250 000 personnes privées de logement, et plus de 3 millions de personnes mal-logées. Mais aussi 2,1 millions de logements vacants, et 3,2 millions de résidences secondaires.

Plus de logements sont construits, plus encore augmente le nombre de sans-domiciles. Le problème ne consiste donc pas à offrir toujours plus de contrats juteux aux bétonneurs pour fournir de nouveaux parcs de logements destinés aux seules personnes capables de se les payer, toujours plus d'accaparement privé de l'espace public, toujours plus de destruction écologique et sociale. Le problème consiste à construire une force révolutionnaire, capable de se saisir des logements qui existent.

Voici la seule exigence raisonnable d'un mouvement pour le droit au logement. De la même façon, quand la planète produit de quoi nourrir 12 milliards d'êtres humains, la réquisition est le seul moyen de nourrir le milliard de personnes en sous-nutrition ou crevant de

faim. Ce n'est pas par erreur que les supermarchés jettent 30 à 40 % de leur nourriture. Ce n'est pas par erreur que la justice demande huit mois de prison, dont deux fermes, pour deux personnes qui ont récupéré de la bouffe périmée dans une poubelle. Un enfant meurt de faim toutes les quatre secondes dans le monde, parce que jeter la nourriture est indissociable d'un système fondé sur l'exclusion sociale.

Le capitalisme, en tant que système générateur de valorisation du capital, est fondé sur la privation. Il suppose en effet (en plus de l'exploitation de la force de travail et la dépossession des populations en matière de décisions réelles sur les productions), l'établissement d'une certaine rareté, pour toutes les marchandises. C'est-à-dire, pour une partie des populations, la privation délibérée des produits de leurs activités, y compris les produits de nécessité vitale. Le prix conditionne la possibilité d'accès, en fonction de cette privation.

Voici cette réalité sordide, qui sous-tend les modes de production existants. Y compris dans les pays dits «d'abondance», comme la France. C'est pourquoi aucune politique d'aménagement du capitalisme, aucune politique ne remettant pas en cause l'accaparement privé ou étatique des biens existants, ne pourra jamais résoudre ce problème dramatique du logement.

Entre libérer les populations de l'état des loyers à payer ou des crédits à «rembourser» et ainsi sauver des vies, et la préservation

de ses rentes juteuses, la bourgeoisie préférera toujours l'esclavage et la mort des pauvres plutôt qu'une vie décente pour tous. Dans ce système odieux, les personnes qui meurent de froid ou de faim sont nécessaires à la mise en coupe réglée de l'immense majorité de la population.

Alors que la loi de réquisition des logements vides existe, elle n'est jamais appliquée. Des associations grassement subventionnées gèrent la charité publique, dont les limites sont définies par le seuil de tolérance de l'intolérable, c'est-à-dire par le seuil de résistance et d'auto-organisation sociale des populations. La gauche au pouvoir au sein d'un système de domination capitaliste (privé et-ou d'État), expulse les squats tout autant que la droite. Elle condamne le «vol» à la prison tout autant que la droite. Il n'y a rien à attendre des promesses de gens dont le métier consiste à préserver la rareté et la privatisation des biens communs.

L'occupation, la réquisition et la réappropriation sociale ne sont pas seulement légitimes, elles sont une urgence révolutionnaire. La répression bourgeoise frappe les actes isolés de survie. Seule une convergence collective, réappropriatrice des biens communs existants, peut éviter l'extension des drames humains.

Juanito

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

État des lieux **sarkozien**



Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

IL Y A DEUX SEMAINES notre grand timonier à nous, a parlé. De son interview multi-diffusée sur nos écrans télé que ressort-il? Travailler plus pour gagner plus, c'est fini; on passe au travailler moins pour gagner moins. Nicolas Sarkozy nous explique que pour préserver les emplois, il faut permettre à nos entreprises d'être compétitives et pour cela accepter – provisoirement bien entendu – que l'employeur baisse le salaire sans réduire le temps de travail, ou qu'il allonge le temps de travail sans augmenter la rémunération. Au choix! Tout cela, répétons-le, ne durera que le temps pour l'entreprise de sortir d'une période difficile, de franchir une mauvaise passe. L'accord d'entreprise ainsi signé avec des syndicats représentant au moins 30 % du personnel s'appliquera à tous les salariés sans besoin de leur acceptation individuelle.

En réalité on est déjà dans l'ère du «travailler plus pour gagner moins». Les patrons vont pouvoir s'en donner à cœur joie, car évidemment tout leur sera bon pour se dire pas assez ou même non compétitifs. Non compétitifs par rapport à qui au fait? À l'Allemagne? Au Maghreb? À la Chine? Nous ne sommes pas prêts d'être compétitifs – et heureusement – ou alors c'est qu'il faut

accepter d'autres «réformes» du genre: la retraite, pas à 60 ans, ni à 62, ni à 70 et même pourquoi une retraite? Et pourquoi donc cinq semaines de congés payés? Ne serait-il pas temps d'accepter – provisoirement bien sûr- de n'en avoir que trois, voire plus du tout? Et c'est quoi cette histoire de week-end? Restons Français que diable, le samedi chômé ne peut être qu'une invention de la perfide Albion, boutons cette coutume hors de France, retravaillons six jours par semaine, et puis pas huit heures quotidiennes – autre invention des rouges de la CGT d'avant 1914 – mais douze, mais quinze... enfin ce qu'il faudra, puisque c'est juste pour sortir l'entreprise d'une mauvaise passe. Le salarié lui, c'est bien connu, ne connaît pas de difficultés, et ne remerciera jamais assez le patron de lui permettre de s'épanouir au travail, de faire tourner la machine capitaliste, sans se poser trop la question de savoir s'il a vraiment besoin d'un patron, ou si ce n'est pas plutôt l'inverse.

Déjà, avec le coup de l'augmentation de la TVA qui devient «sociale» en passant à 21,20 % le consommateur français va se serrer un peu plus la ceinture. Et donc, le travailleur français (qui est aussi consommateur) a le moral dans les chaussettes; il a beau

consentir des efforts, écouter ce qu'on lui dit, faire où on lui dit de faire, ce n'est jamais suffisant; la preuve c'est que des entreprises continuent de fermer ou d'être délocalisées.

Le catalogue que l'on redoute

La liste n'en finit pas de s'allonger: Lejaby dont on vous parlait déjà la semaine dernière dans *Le Monde libertaire*, Lejaby donc qui a vu défiler dans ses murs les politiciens de gauche et de droite, ministre compris, et s'entendre promettre que, non on ne les laissera pas tomber... au moins jusqu'à l'élection présidentielle; après, devinez: plus de crise? Plus de manque de compétitivité? Les promesses n'engagent jamais que ceux qui veulent les croire. Un repreneur miracle sort à la dernière minute de la manche du ministre/député Laurent Wauquiez? Attention: un spectre hante la Haute-Loire: celui de l'usine de Gandrange où on a pu juger l'efficacité et la crédibilité de Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui n'hésitait pas à déclarer il y a deux semaines aux deux faire-valoir qui l'interviewait à la télé: «Il faut arrêter que n'importe qui dise n'importe quoi n'importe comment» (et lui, devrait réviser sa syntaxe). Étonnante déclaration! «C'est l'hôpital qui se fout de la charité» aurait dit ma mère qui supportait mal ce genre de gugusse.

Autre front des luttes: Peugeot

En 2008 déjà chez Peugeot Motocycles (1100 ouvriers) les salariés des deux sites de Mandeure dans le Doubs et de Dannemarie dans le Haut-Rhin ont accepté, pour être compétitifs de travailler plus sans compensation de salaire. Quatre ans plus tard le bilan est éloquent: à la fin de cette année il ne restera plus que la moitié de l'effectif de 2008, et de nouvelles suppressions de postes sont prévues. Les sacrifices des travailleurs n'auront pas évité une délocalisation partielle (pour le moment) vers la Chine.

Thales Avionics

Là c'est vers Singapour qu'on s'apprête à délocaliser. Les syndicats CGT-CFDT et CFE-CGC s'adressent au président Sarkozy, l'Etat étant le premier actionnaire de Thales. Ne rêvons pas, les pleurnicheries devant l'Élysée ne serviront dans le meilleur des cas qu'à obtenir des promesses du même tonneau que celles faites aux ouvrières de Lejaby. À Singapour la main d'œuvre recrutée est malaisienne: on imagine aisément ce que sont les salaires et les conditions de travail. La direction de Thales ne va pas se prendre la tête longtemps: comme en 2010 déjà, elle délocalisera sans états d'âme (si tant est qu'elle en ait une).

Faisons un tour chez Procme

Société de travaux publics travaillant pour ERDF et GDRF. Là il s'agit d'une centaine de travailleurs immigrés (Portugais) qui se sont mis en grève à Ramonville (près de



Toulouse). La société Procme recrute directement au Portugal afin d'avoir une main d'œuvre bon marché qu'elle fait venir travailler dans le sud de la France. C'est une autre méthode: quand on ne peut pas délocaliser l'entreprise on va recruter les salariés là où ils coûtent moins cher au patron. Plus fort que «produisons français» c'est «exploitons français».

Petroplus

L'ineffable Eric Besson s'est rendu lui, à la raffinerie Petroplus de Peti-Couronne (Seine Maritime), et là aussi le Parti socialiste était représenté avec Laurent Fabius. Mais les solutions elles, n'étaient pas de la partie. Les travailleurs du site ne sont pas plus avancés quant à leur avenir. La raffinerie est à l'arrêt depuis début janvier, et les soi-disant repreneurs restent dans le flou. Bref: du mouron à se faire pour les 550 salariés de l'usine.

Les profs

Jamais contents, les enseignants de l'Éducation nationale ne sont pas en reste et ont fait grève une journée pour protester contre la réforme de l'évaluation des personnels et les suppressions de postes prévues à la rentrée 2012. Les enseignants, bête noire du gouvernement, n'ont semble-t-il pas l'intention d'attendre le résultat des élections d'avril/mai pour réaffirmer leur opposition à cette politique.

On pourrait continuer de remplir ce catalogue pendant longtemps. Notons seulement que près de chez nous, nos voisins belges se sont mis en grève générale pour dénoncer l'austérité qui leur est imposée, au nom de la lutte contre la crise. Malgré une virulente campagne antisyndicale menée par les politiciens et les médias, la grève a été largement suivie du fait qu'elle était convoquée par les trois grandes centrales syndicales (FGTB, CSC et FSGLB). La dirigeante de la FGTB (socialiste) rappelle que les mesures d'austérité annoncées «sont contre-productives, car dans les pays où on a fait la même chose c'est devenu pire qu'avant».

Et tiens, puisque la compétitivité est le leitmotiv de tous les patrons de par le monde, et des gouvernements qui les représentent, une journée d'action syndicale à l'appel de la CES (Confédération européenne des syndicats) aura lieu le 29 février, veille du sommet des dirigeants européens dont le but est de renforcer la discipline budgétaire au sein de l'Union Européenne. 84 organisations syndicales doivent participer à cette journée d'action partout en Europe pour s'opposer à l'austérité qui s'annonce. Mais syndiqués ou non, il s'agira de faire entendre notre voix pour dire une fois de plus que non, nous ne paierons pas leur crise, et que oui, nous voulons travailler moins, sans gagner moins, pour vivre mieux. **R.P.**

Abstention sans complexe

À CHAQUE SAISON, ses miasmes, ses maladies. La saison électorale arrive et avec elle, sa pandémie de haine et de connerie. Cette fois-ci, Sarkozy ayant bien du mal à faire fonctionner le vase communicant, le F-Haine retrouve toute sa vigueur.

Comme toujours en pareil cas, les politiciens de tous bords, ne manquent pas de fustiger l'abstention. Ils nous la jouent «Syndrome du 21 avril» ou «21 avril à l'envers», selon le camp où ils se situent.

Pour parvenir à faire se déplacer un nombre significatif d'électeurs et préserver ainsi leur légitimité, nos politiciens n'hésitent pas à brandir les intentions de vote FN. Ils espèrent ainsi culpabiliser celles et ceux qui de plus en plus nombreux, refusent de participer à la mascarade électorale.

Disons-le d'entrée : si l'extrême droite est fort utile au jeu politicien, elle ne constitue pas moins un danger bien réel pour toute la société. Mais ce n'est pas à coup d'élection – bien au contraire – que l'on parviendra à terrasser la bête.

Le bulletin de vote n'est pas et n'a jamais été un bouclier pour se préserver de l'extrême droite. D'abord parce que celle-ci n'hésite pas, lorsqu'elle en a les moyens, à recourir à la force pour s'emparer du pouvoir. Mais aussi, parce que les élections lui ont parfois fourni l'occasion d'accéder à la tête de l'État, conformément aux règles de la démocratie.

Un peu d'histoire

Ce fut le cas pour les nazis dans l'Allemagne des années trente.

Lors des élections législatives de novembre 1932, le NSDAP – parti d'Adolf Hitler – bien qu'arrivant en tête, avec 33,1 % des voix, subissait un net recul. Il perdait deux millions de voix et – 34 sièges au Reichstag par rapport aux élections précédentes.

Dans *Le Populaire*, Léon Blum prophétisait «la route du pouvoir est définitivement fermée pour Hitler».

Pourtant, seulement deux mois plus tard, le 30 janvier 1933, à force d'intrigues et tractations de la part des politiciens allemands, Hitler était nommé chancelier de la République de Weimar, conformément aux règles de la démocratie, en qualité de leader du parti arrivé en tête aux élections.

C'est encore par des élections – les législatives du 5 mars 1933 – que «le führer» va

asseoir son pouvoir en obtenant cette fois-ci, après deux mois de terreur et de propagande, 43,9 % des voix. Deux semaines plus tard, le 20 mars 1933, le troisième Reich était proclamé. Ce même jour, Heinrich Himmler inaugurait le camp de Dachau pour y enfermer les opposants au régime.

Quelques années plus tard, un autre drame politicien se jouait en France. Le 10 juillet 1940, la République était sabordée et Pétain recevait les pleins pouvoirs des mains d'une Assemblée nationale composée du Sénat et d'une Chambre des Députés, pourtant majoritairement élue à gauche en 1936 au moment du Front Populaire.

Le gourdin et le bulletin

Ces dernières années, l'extrême droite n'a eu aucune difficulté à gouverner dans des pays européens (Italie, Autriche, Suisse...) pourtant qualifiés de démocratiques et d'États de droit.

Il est vrai que tout État porte par essence, les germes du totalitarisme, car fondé sur la domination de l'homme par l'homme. Et diviser pour régner, désigner des boucs émissaires, c'est le propre de toute méthode de gouvernement.

Le fascisme se distingue, en poussant à son paroxysme la violence et la hiérarchisation ethnique, sociale, culturelle et sexiste des individus afin d'établir la suprématie de la race, de l'élite, de la nationalité, du mâle, du chef.

Évidemment, il n'est pas indifférent de vivre en démocratie plutôt qu'en dictature!

Mais reconnaissons que, dans la France d'aujourd'hui, avec son idéologie sécuritaire, ses dispositifs policiers et de surveillance, ses lois répressives, xénophobes et antisociales, l'extrême droite n'aurait pas grand-chose à modifier pour obtenir un contrôle global et une soumission absolue des populations.

Démagogue et populiste, celle-ci préfère obtenir un consentement populaire, bien qu'elle n'hésite jamais à recourir aux méthodes coercitives lorsqu'elle le juge nécessaire.

Comme un poisson dans l'eau

Avec notre type de démocratie, parce qu'elle est fondée sur la représentativité, «le citoyen» n'a pas son mot à dire. On ne l'invite pas à réfléchir, à débattre, à donner son opinion, encore moins à participer à une

prise de décision collective. Il est seulement appelé, tous les cinq ou six ans, à choisir, isolé dans l'intimité de «l'isoloir» celui ou celle qui va parler en son nom, décider à sa place. Celui ou celle qui va le gouverner durant plusieurs années.

Libre à lui, ensuite, de manifester son opinion ou son opposition dans les limites que ses maîtres lui auront accordé par la loi.

Comment s'étonner dès lors, notamment en période de crise, que certaines personnes, déroutées, s'engouffrent dans cette logique et aient recours à l'homme ou à la femme providentiel (le), celui ou celle qui, soufflant sur les braises du mal-vivre, va développer le discours le plus démagogique, faire croire à des solutions simplistes et expéditives.

On peut d'ailleurs facilement le constater : à chaque élection, de sondage en sondage, au fur et à mesure que se rapproche l'échéance, l'extrême droite progresse. Celle-ci est en campagne électorale comme un poisson dans l'eau.

Sans complexe

A contrario, lorsque les gens prennent leur vie en mains, retrouvent la volonté d'agir contre les injustices et réfléchissent par eux-mêmes à un avenir meilleur, alors, comme par enchantement, l'extrême droite tend à s'effacer du paysage politique. Cela nous avons pu le constater lors de chaque mouvement social et à nouveau, lors des luttes contre la réforme des retraites.

Voilà pourquoi, face à l'extrême droite, il sera bien plus efficace d'exprimer, par l'abstention, son refus de cautionner un système électoral qui, parce que créateur d'illusions et de soumissions, nourrit la stratégie de celle-ci. Sans compter que la loi électorale et le mode de financement des partis, vont permettre au FN de renflouer ses caisses avec l'argent public.

Il est à souhaiter que des millions de gens préfèrent conserver leur énergie pour contribuer à développer l'esprit de révolte et cultiver l'insoumission.

Pour ma part, en dépit des jérémiades de nos chers politiciens, je n'aurai aucun complexe à assumer mon abstention.

Jean Raj

Souverainisme, **post-fascisme**

L'anticapitalisme conséquent passe par la question du pouvoir



Philippe Pelletier

*Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste*

LES DÉGÂTS ENGENDRÉS par la financiarisation de l'économie ne sont plus à démontrer. S'y ajoute dans certains pays une désindustrialisation. La réaction politique qui se dessine en France face à ce double phénomène est celle d'un appel à deux mesures structurelles : le protectionnisme et le dirigisme économiques de l'État. Le premier est censé protéger la France des importations issues des pays «au moins disant» social et écologique (bas coût de main d'œuvre, faible protection sociale, syndicalisme réduit, pollutions...). Le second relancerait les entreprises nationales dans des secteurs compétitifs.

Cette position est, sous des formes diverses, revendiquée par différents courants politiques, candidats ou proto-candidats à l'élection présidentielle de mai 2012. Tous ceux-là se situent un peu partout sur l'échiquier politique, soit, dans le désordre, Mélanchon, Chevènement, Dupont-Aignan, Le Pen... Ils transgressent ainsi le clivage politique classique entre la droite et la gauche pour opérer une distinction entre souverainisme et ce qui n'en serait pas, différemment désigné selon la famille politique d'origine (le capitalisme financier, les banques, l'établissement, l'UMPS...).

L'appel au protectionnisme et au souverainisme rencontre un certain assentiment populaire qui opère principalement de deux façons.

Premièrement, ce qu'on peut appeler la bancrocrate, en reprenant le néologisme forgé par Proudhon (*Système des contradictions économiques*, 1848), est remise en cause sous le registre de la punition : les banques ont fauté, elles se sont goinfrées sur notre dos, elles doivent payer. Deuxièmement, un besoin de protection sociale, au sens premier du terme, est exprimé par la population laborieuse – ouvriers, paysans (ce qu'il en reste), petits et moyens fonctionnaires, classes moyennes – systématiquement frappée par les dérégulations, et de surcroît agacée par le «bouguisme» anxiogène et destructeur de Sarkozy.

Il va sans dire que ces deux aspirations sont totalement légitimes. Le problème, c'est que la solution souverainiste repose sur une erreur d'analyse, et une illusion en réalité préoccupante et dangereuse.

Ne pas se tromper dans l'analyse du capitalisme

L'erreur – qui n'est pas nouvelle, on le verra – concerne l'analyse du capitalisme actuel. Celui-ci serait désormais guidé par la haute finance improductive, déconnectée de la production réelle, pilotée par un conglomerat de banquiers, de traders, de dirigeants de firmes transnationales, d'hommes et de femmes politiques

vendus, et surdéterminée par une rivalité entre les États-Unis et la Chine. Notons, au passage, que l'ONU, qui est pourtant le cadre politique incarnant au plus haut point cette convergence, est quasi systématiquement écartée de l'analyse critique, qui préfère porter ses coups sur la troïka (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Commission européenne). Il faut dire que les aspirants au pouvoir aimeraient beaucoup se retrouver à la tête du machin.

Pour certains, le système capitaliste serait même à l'agonie, à bout de souffle, sur le déclin, en voie d'effondrement. Il ne suffirait qu'à le pousser un peu, en mettant les bonnes personnes – les guides éclairés – aux bons endroits. Selon les marxistes, la fin du capitalisme résulterait quasi mécaniquement de ses contradictions internes et de la baisse tendancielle du taux de profit. Selon les écologistes, elle serait essentiellement provoquée par une raréfaction des matières premières, et par la finitude terrestre. Celle-ci serait même une finitude de l'humanité dans ses potentialités matérielles de développement, sinon dans ses potentialités spirituelles avec le règne de l'interdit, de la délimitation, de la culpabilisation et de la flagellation.

Relevons que ces deux analyses ne sont pas incompatibles. Les écolo-marxistes tentent

d'ailleurs de les combiner, en surfant sur le concept de «seconde contradiction du capitalisme». Celle-ci consisterait en une crise de liquidités et une sous-production du capital, accrue par les externalités négatives d'ordre environnemental (pollutions, congestions) et par la raréfaction des ressources. La «première contradiction» concernerait quant à elle la «crise de réalisation du capital» freinée par la sous-consommation des salariés.

Mais il y a un problème, double de surcroît. Car ces deux analyses sont radicalement fausses, leur mélange aussi. Et leur traduction politique conduit à l'illusion. Même si elles s'appuient sur certains éléments factuels avérés, elles en oublient d'autres, et leur logique est en réalité inductive.

Pour les marxistes, le capitalisme doit mourir non pas parce qu'il est néfaste, mais parce que la théorie des modes de production le veut ainsi. Le prolétariat en sortira vainqueur car, grâce à la mondialisation du capital, c'est lui qui est objectivement aux commandes de l'économie, et il ne lui reste plus qu'à en être subjectivement le maître — c'est-à-dire politiquement, par le biais du parti censé le représenter. Ajoutons que des écolo-marxistes comme Michael Löwy ou Claude Bitot se montrent, au-delà de constats parfois intéressants, extrêmement autoritaires dans leurs propositions politiques. Avec eux, la dictature écologique prend la place de la défunte dictature du prolétariat, c'est garanti.

Certes, le capitalisme connaît des étapes de surproduction qui ne sont d'ailleurs, comme l'avait déjà souligné Kropotkine, que des étapes de sous-consommation. Mais il n'y aura pas d'épisode final de surproduction excessive et d'effondrement car, comme l'histoire des deux guerres mondiales et de la crise de 1929 l'a démontré, entre autres événements dramatiques, les capitalistes savent purger leur système, en recourant à la guerre et à la destruction, pour mieux relancer la machine et la reconstruction, même sur des millions de cadavres. On peut même se demander si Fukushima ne relève pas en partie de cette logique.

La fonction historique des écologistes

Les écologistes rétorquent que ce système n'est plus possible, qu'il n'y a désormais plus assez de place, plus assez de ressources, plus assez de pétrole. Mais leur analyse est obnubilée par le fétichisme d'une nature éternelle et inchangée, à la limite paradoxale car contraire à la théorie darwinienne de l'évolution démontrant pourtant que la nature évolue, ce qui nous vaut d'ailleurs des écolo-créationnistes, et donc que l'humanité évolue également.

Elle aussi considère l'histoire du capitalisme de façon inductive : il faut démontrer son irrationalité catastrophique et non sa réalité complexe, en oubliant qu'industriels et marchands ont, depuis les conquêtes coloniales enclenchées au XVII^e siècle, constamment trouvé de nouvelles ressources à exploiter d'où tirer les

profits. C'était l'or, l'argent, les épices, c'était le charbon, le pétrole, l'uranium. Demain ce sera autre chose, c'est d'ailleurs déjà le cas avec les nouvelles technologies.

On peut se demander si certains écologistes, pas tous, nous sommes d'accord, mais la logique est là, s'opposent aux OGM ou aux nanotechnologies non seulement parce que ces nouvelles méthodes renforcent le pouvoir des grandes entreprises transnationales mais aussi parce qu'elles constituent une perpétuation du capitalisme. Leur positionnement s'apparente à la prophétie auto-réalisatrice : en détruisant les nouvelles technologies, on détruira le capitalisme, on vous l'avait bien dit. Malheureusement, et l'échec du luddisme aurait dû le montrer au mouvement émancipateur, supprimer les OGM ne supprimera pas le capitalisme qui trouvera autre chose.

L'exploitation des gisements de pétrole a ainsi sauvé les derniers cétacés à la fin du XIX^e siècle, l'hydrocarbure moins cher et plus abondant prenant la place de l'huile de baleine employée à gogo dans l'industrie et l'éclairage urbain. Dans la biomasse et aux fonds des mers, qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en émeuve, il reste quantité de matières disponibles. Les techniques et les recherches sont déjà en place pour cela, les solutions seront adoptées quand les coûts le permettront.

Simultanément, tout le discours sur le «ser rage de ceinture» est déjà installé pour effectuer la transition énergétique ou autre. Ce discours est véhiculé des sarkozystes aux décroissants, que cela plaise ou non. Telle est d'ailleurs la finalité des décroissants que d'être aux avant-postes d'une idée qui, une fois débarrassée de son mysticisme ou de ses bonnes intentions, consiste à faire passer le message essentiel pour le système : il n'y en a pas assez pour tout le monde. Depuis Malthus, rien de nouveau sous le soleil idéologique.

L'histoire semble ainsi sous le joug de l'éternel recommencement. Déjà, les socialistes prônaient le dirigisme économique de l'État au XIX^e siècle. Du strapontin ministériel occupé par le socialiste Millerand en 1899 aux côtés du général Gallifet, le massacreur de la Commune, à la nomination du socialiste DSK à la tête du FMI en 2007, il a fallu à peine plus d'un siècle. Le petit-fils de Hans Jonas ou de Serge Latouche, s'ils existent, se retrouveront bien dans quelques décennies à la tête du gouvernement écologiste mondial qui nous dictera comment manger et comment déféquer.

Le capitalisme n'est pas que financier

Nonobstant la transition démographique quasi généralisée, à part quelques pays dominés par la théocratie chrétienne ou musulmane, serions-nous pourtant trop nombreux sur terre ? Outre les guerres qui se poursuivent et qui pourraient s'accélérer afin de réaliser la purge en faveur des marchés, il resterait néanmoins les centaines de milliers d'hectares de la Sibérie ou du Grand Nord canadien qui pourraient être mises en culture si le réchauffement

climatique de ces espaces devenait avéré.

Non seulement le capitalisme n'est pas fini, mais en outre il n'est pas uniquement financier. Car si le secteur financier semble mener la barque, ce qu'il fait dans certains cas et dans certains espaces où il faut rentabiliser la rente foncière au maximum (quartier d'affaires, espace résidentiel haut de gamme, zone touristique...), il reste fondamentalement lié au secteur productif. Car c'est de là que viennent ses capitaux, produits par le travail, y compris les fonds de pension qui représentent une partie du salariat. C'est aussi là qu'ils sont gagés — sur le sol, le sous-sol, les matières premières — autrement dit là-dessus qu'ils assurent leur valeur. Loin de fonctionner de façon autonome comme les paléo ou les néo-marxistes le répètent à satiété, et comme les lepénistes semblent aussi le croire, le secteur financier est lié à la production industrielle et aux entreprises économiques. La bancocratie est consubstantiellement dépendante des capitaines d'industrie et des dirigeants politiques, leurs choix étant faits en commun.

Mais comme le capitalisme est constitué d'intérêts particuliers divergents, qu'il est par essence concurrence et pouvoir, les rivalités s'aiguisent entre ses divers acteurs, petits ou gros, et donc les diverses classes politico-économiques nationales. Les délocalisations et les relocalisations épousent les conflits d'intérêts. La désindustrialisation d'un pays comme la France ne touche qu'une partie du secteur. L'automobile y est en voie de sacrifice, mais l'aéronautique est protégée. Et même pour l'automobile, la relocalisation des activités des constructeurs français, pas forcément en Chine puisqu'on trouve de nombreuses usines dans les pays de l'Est, participe aux profits qui sont placés en France, et dans le reste du monde, pour d'autres activités rentables, y compris dans l'industrie.

Le «produisons français» ou le «consommons français» n'a pas de sens dans la mesure où tout au long de la chaîne de production se trouvent des pièces et du travail situés partout dans le monde. Si, à l'autre bout de l'Eurasie, on prend l'exemple de l'électronique japonaise, bien malin est celui qui peut dire ce qui est réellement «made in Japan», les composants étant fabriqués et montés ici ou là (Chine, Japon, Corée, Taïwan...) dans un cheminement complexe difficile à retracer.

L'hypothèse souverainiste

Que se passerait-il si les souverainistes arrivaient au pouvoir ?

Il faudrait qu'ils mettent au pas à la fois les banques et les transnationales. Les banques, c'est en partie possible, les capitalistes eux-mêmes le réclament pour restaurer le fonctionnement des marchés, la confiance, la consommation et donc la production. Le Royaume-Uni et le Japon, qui ne sont pourtant pas des pays de socialisme autogestionnaire, ont ainsi quasiment nationalisé leur secteur bancaire.

Mettre au pas les transnationales? Dans les programmes des différents candidats souverainistes, on ne voit pas trop leur solution à ce sujet, à part les taxer un peu plus. Auquel cas, ces firmes trouveraient d'autres parades, en poursuivant par exemple leur délocalisation dans d'autres pays. Ce n'est d'ailleurs pas parce que c'est un argument des libéraux qu'il n'est pas vrai, sachant que ceux-ci ont beau jeu d'oublier le facteur fondamental : qui possède et qui décide dans l'entreprise ?

Le raisonnement est quasi identique pour le protectionnisme. Si la France relève ses barrières économiques, ses pays clients feront pareil. Certes une grande partie du commerce extérieur français s'effectue à l'intérieur de l'Union européenne, mais le schéma reste valable : les partenaires européens réagiront de la même façon. Cela contribuera à la mort de l'euro, ce que veulent précisément les souverainistes, probablement davantage pour des raisons politiques que strictement économiques, autrement dit encore une prophétie auto-réalisatrice.

Ils le veulent car c'est ce qu'exige la clientèle électorale, et sociale, qu'ils convoitent : prolétaires désabusés, classes moyennes lessivées, avec, du côté lepéniste mais pas seulement, le secteur des petites et moyennes entreprises, du petit commerce, bref de la petite bourgeoisie qui constitue le fond de commerce historique du fascisme laminé par les grandes entreprises.

Là se situe le danger : cette conjonction de forces sociales disparates réunies subjectivement au nom du souverainisme, c'est-à-dire de la défense de la nation sans remettre en cause la logique du capital et la propriété. N'oublions surtout pas que cette conjonction s'est déjà opérée dans l'histoire récente de l'Europe avec le fascisme. Le fascisme a certes puisé à droite, au sein des secteurs conservateurs effrayés par le danger révolutionnaire, mais aussi à gauche, et au sein même du mouvement ouvrier.

En Italie, berceau du fascisme, Mussolini était un haut dirigeant du parti socialiste, une partie des syndicalistes révolutionnaires, anticapitalistes mais favorables à la guerre, ont convergé avec lui au nom de la nation (De Ambris, Bianchi, Lanzillo, Michels, Labriola). En France, les non-conformistes anti-productivistes de la nouvelle droite des années 1920 ont rallié les théoriciens du Cercle Proudhon (Valois, Berth, Riquier) puis les dissidents du radicalisme (Gaston Bergery), du socialisme (Marcel Déat), du communisme (Jacques Doriot) et du syndicalisme (René Belin, le numéro deux de la CGT, Hubert Lagardelle). Tout ce monde a fini dans les bras de Pétain. À l'origine, ils critiquaient le capitalisme, et en particulier le capitalisme financier, très durement. Relire certaines de leurs diatribes contre le système sans préciser leur origine pourrait en mystifier plus d'un.

De nos jours, l'incantation des souverainistes pour la nation – que ce soit le peuple français chez Mélanchon aux accents de Valmy, ou le peuple français chez Le Pen aux accents de



Jeanne d'Arc – produit une convergence de fait dont nous ne connaissons pas encore l'issue. L'histoire ne se reproduisant pas exactement, ce sera plutôt celle d'un post-fascisme plus ou moins radical, prenant une étiquette moins connotée historiquement, par exemple celle du souverainisme, justement. En fonction du rapport de force sociologique et politique, la couleur précise variera.

Au-delà de la confusion idéologique et politique

Les écologistes, incarnés par la candidate Eva Joly, semblent échapper à cette tendance, mais leur écartèlement entre une classe dirigeante bobo, carriériste et arriviste, et une base empiétrée dans une analyse erronée de la dynamique capitaliste, y compris dans son secteur le plus radical représenté par les décroissants, les amènera à choisir tôt ou tard entre les libéraux (socialistes, centristes ou droitiers) ou bien les souverainistes. C'est probablement le premier ralliement qui l'emportera, conduisant à une fragmentation du mouvement écologiste aux turbulences néfastes si une alternative sociale et idéologique forte ne leur répond pas. Quant à l'électorat populaire, il ne peut pas adhérer au discours inaudible et culpabilisant des écologistes selon lequel « nous consommons trop » alors qu'il plonge dans la misère, et il préférera l'allure martiale des souverainistes.

Ce n'est pas le moindre effet du sarkozysme que d'avoir contribué à brouiller les pistes idéologiques pour mieux imposer l'idée d'un volontarisme politique qui, certes, risque de se retourner contre lui s'il trouve plus fort que lui, mais qui, pour le système capitaliste, a le mérite

de montrer que le politique est définitivement à la solde de l'économique.

Les protectionnistes et les souverainistes conséquents devraient en appeler à la propriété collective des moyens de production et d'échange, non pas sous la forme de nationalisations dont la logique bureaucratique les rend incapables de se détacher des firmes transnationales, mais à l'économie sociale et solidaire organisée du bas vers le haut, sur une base locale et régionale qui contrôlerait strictement ses échanges avec d'autres régions et d'autres pays. Autrement dit, une société où les producteurs et les consommateurs seraient solidaires car identiques, ou bien, parce qu'une indivision du travail nous ramènerait à la misère, solidaires car proches les uns les autres, fédérés.

Mais ils ne le font pas, prisonniers de leur logique non seulement électoraliste, qui gomme toute idée vraiment révolutionnaire, mais aussi idéologique : la gauche marxiste forte en gueule reste fondamentalement autoritaire, la droite lepéniste ne l'est pas moins. Dans cet étau entre souverainistes et libéraux, l'espace n'est pas grand. Commencer à démasquer les mauvaises postures et les erreurs d'analyse est un premier pas, modeste, difficile parfois, mais nécessaire. Reposer simultanément la question de l'articulation entre la production et la consommation trace une perspective, non pas sur la base de ce qui est impossible ou inaudible, mais sur la base concrète des besoins, non pas à partir d'un petit groupe sectaire auto-centré mais d'un réseau populaire. **P.P.**

Consolidation de l'analyse anarchiste du genre

Voici la traduction d'un article paru dans le journal *The Northeastern Anarchist* n°14 (2009) de la North Eastern Federation of Anarchist-Communists (Nefac). Nous trouvons important de mettre en valeur tous les articles, réflexions et essais féministes et anarchistes, tant le développement d'une théorie anarchiste du féminisme est urgent et nécessaire, et ce d'autant que l'on nous reproche trop souvent des lacunes en ce domaine. Cette traduction n'a pour d'autre ambition que de contribuer au débat et de pousser à la réflexion. L'auteure de cet article est J. Rogue, une queer féministe et anarcho-communiste. Elle a fréquenté des communautés anarchistes, féministes et queer plus de dix années durant. Membre du Common Action in the northwest USA et du Workers Solidarity Alliance (NdT : organisation anticapitaliste, antiautoritaire d'activistes qui pensent que les travailleurs peuvent construire une nouvelle société et un meilleur monde basé sur les principes de solidarité et d'autogestion), J. Rogue a récemment édité l'anthologie *Queering Anarchism*.

Sio Taden
Groupe Germinal
de la Fédération anarchiste

J. Rogue

LE TRANS-FÉMINISME s'est développé à partir d'une critique des courants dominants et radicaux du mouvement féministe. Ce dernier a une histoire de hiérarchie interne. Il existe de nombreux exemples de femmes de couleur, issues de la classe ouvrière, lesbiennes ou autres, s'élevant contre la tendance qui domine le mouvement féministe, des femmes blanches et aisées, au point de les rendre silencieuses et d'oublier leurs besoins. Au lieu de satisfaire ces voix marginales, le courant dominant s'est battu en priorité pour des droits dans l'intérêt des femmes aisées et blanches. Alors que le mouvement féministe dans son ensemble n'a pas résolu ces tendances hiérarchiques, différents groupes continuent à clamer leur marginalisation – en particulier les femmes transgenres. Le processus d'élaboration d'une compréhension plus large des systèmes d'oppression et de la façon dont ils interagissent a fait avancer le féminisme et est la clef pour bâtir la théorie d'un féminisme anarchiste.

Le transféminisme est bâti sur les réflexions du mouvement féministe multiracial, et en particulier, sur le travail des féministes noires. Souvent, lorsqu'il est confronté à des allégations de racisme, de classicisme ou d'homophobie, le mouvement des femmes écarte ces problèmes et les qualifie de «divisions». Les voix proéminentes promeuvent l'idée d'une «expérience féminine universelle» homogène, qui, basée sur l'expérience commune entre les femmes, favorise théori-

quement un sentiment de fraternité. En réalité, cette idée réduit la définition de «femme» et tente d'intégrer toutes les femmes dans un moule qui reflète la composition démographique dominante du mouvement féministe : blanc, riche, hétérosexuel et non handicapé. Ce flicage de l'identité, conscient ou non, renforce les systèmes d'oppression et d'exploitation. Quand des femmes qui ne correspondent pas à ce moule le remettent en question, elles sont fréquemment accusées de vouloir diviser et d'être déloyales envers la «fraternité». La hiérarchie au sein de celle-ci créée par l'influence du courant dominant reflète, à bien des égards, la culture dominante du racisme, du capitalisme et de l'hétéro-normalité.

Le courant dominant au sein des organisations féministes essaie fréquemment de trouver la base commune partagée par les femmes, et ainsi se focalise sur les problèmes de celles qui sont le plus présentes comme si la cause féministe n'existait pas en dehors d'autres formes d'oppression et d'exploitation. Cependant, en utilisant une approche intersectionnelle¹ à l'analyse et à l'organisation autour de l'oppression, tel que préconisé par le féminisme multiracial et le transféminisme, nous pouvons discuter de ces différences plutôt que de les rejeter. Le mouvement féministe multiracial a développé cette approche, qui affirme que l'on ne peut pas aborder la situation des femmes sans aborder également leur classe, leur «race», leur sexualité, leur capa-

cité, et tous les autres aspects de leur identité et de leurs expériences. Les formes d'oppression et d'exploitation n'existent pas séparément. Elles sont intimement liées et se renforcent mutuellement, et, ainsi, essayer de les traiter séparément (i.e. le sexisme séparé du racisme, du capitalisme...) ne conduit pas à une compréhension claire du système patriarcal. Ceci est en accord avec le point de vue anarchiste, suivant lequel nous devons combattre toutes les formes de hiérarchie, d'oppression et d'exploitation simultanément ; l'abolition du capitalisme et de l'État ne garantit pas que la suprématie blanche et que le patriarcat seront comme par magie démantelés.

Être attaché à cette hypothèse d'une expérience féminine «universelle», revient à penser que si une femme s'entoure de ceux qui incarnent cette femme «universelle», alors elle est sauvée du patriarcat et de l'oppression. Le concept de «l'espace sécurisé pour femmes» (espace non-mixte) remonte au début du mouvement féministe lesbien, qui était largement composé de femmes blanches de classe moyenne qui en priorité voulaient s'attaquer au sexisme sans s'occuper des autres formes d'oppression. Cette notion selon laquelle un espace non-mixte est intrinsèquement sûr, ne tient pas compte, non seulement, des violences qui peuvent exister entre partenaires féminines, mais ignore également, ou rend négligeable, les autres types de violence que les femmes peuvent subir :

racisme, pauvreté, incarcération et toutes sortes de violence d'État.

Le manifeste transféministe déclare : «Le transféminisme estime que nous construisons notre propre identité genrée fondée sur ce que nous ressentons comme authentique, agréable et sincère pour nous alors que nous vivons et que nous établissons des liens avec les autres sous une contrainte sociale et culturelle donnée»². L'idée selon laquelle le genre et le sexe sont socialement construits est un concept clé pour le transféminisme, et l'est aussi à une approche anarchiste du féminisme. Le transféminisme critique également l'idée d'une «expérience féminine universelle» et s'oppose au point de vue essentialiste comme quoi le genre est défini par les organes génitaux.

Jusqu'à présent, la théorie féministe et du genre qui inclut des expériences trans existe presque uniquement dans les milieux universitaires. Il y a très peu d'intellectuels issus de la classe ouvrière dans le domaine, et le langage universitaire utilisé n'est pas particulièrement accessible à la population moyenne. Cela est regrettable, car les questions que traite le transféminisme touchent tout le monde. Le capitalisme, le racisme, l'État, le patriarcat et le domaine médical arbitrent la façon dont tout le monde ressent le genre. Il y a un nombre important de contraintes employées par ces institutions pour contrôler les vies humaines, qui s'appliquent à tout le monde, trans comme non-trans. Le capitalisme et l'État jouent un rôle très direct dans le vécu des personnes trans. L'accès aux hormones et à la chirurgie, si on le souhaite, coûte beaucoup d'argent, et les gens sont souvent forcés d'affronter de nombreux obstacles bureaucratiques pour y arriver. Les trans sont beaucoup plus susceptibles d'être membres de la classe ouvrière et du sous-prolétariat. Toutefois, dans les communautés queer et transféministes radicales, s'il peut y avoir des discussions de classe, elles sont généralement formulées autour de l'identité — en faisant valoir des positions «anti-classiste», mais pas nécessairement anti-capitalistes.

Les idées avancées par le transféminisme nous aident à comprendre le genre, mais il y a un besoin pour la théorie de sortir du milieu universitaire et de développer la pratique parmi la classe ouvrière et les mouvements sociaux. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'exemples d'organisation transféministe, mais plutôt qu'il faut qu'il y ait une intégration des principes transféministes dans de larges mouvements de base. Même les mouvements gays et lesbiens laissent parfois derrière eux les trans. Par exemple, la loi votée sur la non discrimination à l'emploi [NdT : aux USA donc] ne protège pas l'identité genrée. Encore une fois, nous voyons une hiérarchie d'importance : les compromis du mouvement gay et lesbien, en sacrifiant les trans, plutôt que d'employer une stratégie globale pour leur libération. Il y a souvent le sentiment d'une «rareté de la libération» dans les mouvements sociaux réformistes, la sensation que les

possibilités de liberté sont si limitées que nous devons nous battre contre d'autres groupes marginalisés pour des miettes. Ceci est en opposition directe avec le concept d'intersectionnalité, car il nécessite souvent que les gens trahissent un aspect de leur identité afin de donner la priorité politique à un autre. Comment une personne peut-elle s'engager dans une lutte contre l'oppression genrée si elle ignore ou aggrave l'oppression de classe qu'elle subit ?

Où finit un aspect de son identité et de son vécu et où en commence un autre ? L'anarchisme propose une société dans laquelle la libération est tout sauf rare. Il fournit un cadre théorique qui revendique la fin de toutes les hiérarchies, et, comme l'a déclaré Martha Ackelsberg, anarchiste et féministe : «Il offre une perspective sur la nature et le processus de transformation sociale révolutionnaire (par exemple, l'insistance que les moyens doivent être conformes aux fins, et que les enjeux économiques sont essentiels mais pas la seule source des relations de pouvoir hiérarchique) qui peut être extrêmement précieux pour l'émancipation des femmes.»

Les anarchistes doivent développer une théorie classiste qui comprend une prise de conscience de la diversité de la classe ouvrière. Le mouvement anarchiste peut bénéficier du

développement d'une approche anarchiste de la classe ouvrière qui intègre les leçons du transféminisme et de l'intersectionnalité en ce qui concerne le genre. La question n'est pas tant de demander aux anarchistes de devenir actifs au sein du mouvement transféministe que pour eux de prendre exemple sur les Mujeres Libres [NdT : organisation espagnole anarchiste. Elle fut créée en avril 1936 et dissoute en février 1939] et d'intégrer les principes du (trans) féminisme dans leurs organisations, au sein de la classe ouvrière et dans les mouvements sociaux. Continuer à développer la théorie anarchiste contemporaine du genre ancrée dans la classe ouvrière nécessite une réelle compréhension du transféminisme.

J.H.

1. L'approche intersectionnelle est diffusée pour la première fois par la juriste Kimberlé Crenshaw en 1991. Les questions fondamentales qu'elle soulève à propos de l'entrecroisement des divers systèmes d'oppression et des appartenances identitaires ne sont pas soulevées depuis très longtemps en France¹.

2. Le Manifeste transféministe de Emi Koyama (2000).



La commune de San Juan Copala

Histoire d'une autonomie saignée



Une partie de la caravane des déplacés

Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste*

Un long passé de résistance triqui

En 1826, peu après la fin de la guerre d'indépendance mexicaine (1810-1821), les autorités officielles reconnaissent l'autonomie des peuples triqui de l'État d'Oaxaca en guise de récompense pour les efforts fournis par ces peuples dans le conflit. Toutefois, véritable épine dans le pied d'un gouvernement qui souhaite établir un contrôle effectif sur son territoire, cette autonomie se voit très rapidement contestée par ceux-là mêmes qui l'avaient accordée. Peu à peu remises en question au nom d'une unité politique territoriale, les «communes libres» des Triquis ne tardent pas à se révolter contre l'État. Un premier soulèvement est maté en 1832, suivi, en 1843, d'un second qui, malgré une ampleur bien plus importante, est également écrasé. En 1948, las de ces révoltes, le gouvernement de l'État supprime le statut d'autonomie et transforme les communes libres en agences municipales. Chaque commune autonome se voit ainsi rattachée à une municipalité (principalement celle de Juxtlahuaca, de Constanza del Rosario, de Putla de Guerrero ou de Tlaxiaco) contrôlée par des membres du parti au pouvoir (à cette date, le Parti révolutionnaire institutionnel – PRI). Le peuple triqui se retrouve ainsi divisé, et ce d'autant plus que les autorités s'efforcent de créer et d'entretenir des tensions entre les différentes communautés, en favorisant certaines au détriment des autres.

Formellement dépossédés de leur autonomie, les Triquis entrent à nouveau en résis-

tance. Dans les années soixante-dix, le Mouvement unifié de la lutte triqui (MULT) est créé et organise la contre-attaque. Si, dans un premier temps, le MULT se révèle assez combatif – sur des bases plus ou moins marxistes-léninistes –, il se met rapidement à flirter de près avec le gouvernement d'Oaxaca. Ce goût pour les sphères du pouvoir officiel conduit une partie de ses adhérents à fonder un parti politique – le Parti d'unité populaire (PUP) – pour finalement se présenter aux élections de 2004. Parallèlement au MULT, l'Union pour le bien-être social de la région triqui (Ubisort) est créé en 1994. Étroitement lié au PRI, il s'agit davantage d'un groupe paramilitaire particulièrement violent que d'un mouvement populaire triqui.

En 2003, pour contrebalancer ces tendances politiques et paramilitaires, le MULTI («I» pour «indépendant») est créé, sous l'impulsion de membres dissidents du MULT. En 2006, la jeune organisation adhère à l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), structure créée en juin 2006 pendant le soulèvement contre le gouverneur Ulises Ruiz Ortiz.

La commune autonome de San Juan Copala

Le 1^{er} janvier 2007, 20 communautés triqui (sur 36), toutes adhérentes à l'APPO, fondent la commune autonome de San Juan Copala. Par la proclamation de leur autonomie, ces indiens triqui entendent reprendre en main leur destin, à travers la mise en place – ou le

rétablissement – de leurs propres institutions, avec leurs propres règles, définies par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Comme le dit le Conseil autonome de la commune en août 2006, l'objectif est de «cesser d'être des numéros dans une organisation clientéliste dont les dirigeants sont les soutiens des mauvais gouvernements et des riches de ce pays, uniquement préoccupés de piller les richesses naturelles de nos peuples». S'émanciper des lois qui les rattachent à des municipalités inféodées à un pouvoir central qui ne se préoccupe pas d'eux, tel est l'ambition des *compañeros* de la commune autonome de San Juan Copala.

Voyant d'un mauvais œil cette autonomie qui les dépossède enfin de leur pouvoir illégitime, les autorités de l'État d'Oaxaca et les dirigeants du MULT et de l'Ubisort répondent à cette création par la répression brutale. Ne pouvant directement engager les forces de l'ordre dans une sale besogne, les paramilitaires de l'Ubisort et du MULT se chargent de rétablir l'«ordre», non sans la complicité des gouvernements de l'État d'Oaxaca et fédéral. En novembre 2008, les nervis encerclent la commune et s'emparent du Palacio (centre administratif) dans un déchaînement de violence qui coûte la vie à 9 enfants, entre autres. C'est le début et la multiplication des agressions, des viols et des intimidations contre les partisans de l'autonomie. Encerclée, la commune subit un véritable siège, digne des opérations des armées officielles: l'eau et l'électricité sont coupés et des snipers sont placés pour empêcher les habitants de sortir.

En avril 2010, une caravane humanitaire est mise en place pour apporter aux «communards» des médicaments et de la nourriture. Le 27, à quelques kilomètres de la commune, les paramilitaires de l'Ubisort ouvrent le feu sur la caravane et assassinent Bety Carino Trujillo et le libertaire finlandais Jyri Antero Jaakkola...

Quelques mois plus tard, le 13 septembre, les paramilitaires de l'Ubisort et du MULT-PUP lancent un nouvel assaut contre la commune, s'emparent de la mairie et menacent d'exécuter les habitants s'ils ne quittent pas les lieux dans les plus brefs délais (24 heures). Le 17 septembre, la terreur s'amplifie et trois femmes sont tuées sur place. Les partisans de l'autonomie sont contraints de quitter le village. Le 19 septembre, il n'en reste plus un seul. Au sujet de cette répression sanglante, le conseil autonome communautaire de San Juan Copala écrivait, en mai 2011 : «Nous avons été attaqués de la façon la plus cruelle jusqu'à ce qu'ils réussissent à nous déplacer et à s'emparer de nos maisons. Plus de 22 compañeros ont été assassinés par les groupes paramilitaires et parapoliciers financés et encadrés par le gouvernement du néfaste Ulises Ruiz Ortiz, avec la complaisance du gouvernement fédéral.» Mais la longue liste des victimes de la répression étatique n'était pas encore terminée. Le 5 août 2011, à 17 heures, trois compañeros – Álvaro Jacinto Cruz (18 ans), Francisco Ramírez Moreno (37 ans), José Luis Ramírez (38 ans) – perdent à leur tour la vie sous les balles des paramilitaires.

Bien sûr, les paramilitaires, complices de l'État, n'encourent aucun risque, aucune poursuite judiciaire, aucune condamnation. Dans un communiqué du 6 août 2011, le conseil autonome communautaire dénonçait : «Nous voulons établir clairement que, bien qu'il existe des mandats d'arrêt contre les assassins de notre peuple, ils ne sont pas exécutés parce que le pouvoir de la direction du MULT est supérieur au gouvernement de l'État ; c'est pour cela qu'ils ont la permission de massacrer impunément, et encore qu'ils sont récompensés avec des petits bons de 50 millions de pesos accordés par le gouverneur lui-même, argent dont leur base sociale n'arrive jamais à voir la couleur.»

Le retour des déplacés

Pour cette année 2012, les déplacés de San Juan Copala se sont juré de retourner chez eux, de reprendre leur commune et de poursuivre la construction de l'autonomie proclamée il y a cinq ans. Le 26 janvier, une première partie des déplacés doit rejoindre les autres au village de Yosoyuxi, avant la dernière ligne droite vers San Juan Copala. Au total, ce n'est pas moins de 250 compañeros et compañeras, essentiellement des femmes, qui s'apprentent à reprendre pacifiquement possession de leurs terres. Avant leur départ, ils demandent aux autorités de l'État d'Oaxaca d'assurer leur sécurité contre la présence des paramilitaires qui ont déjà prouvé, à moult reprises, de quoi ils étaient capables. Mais le gouverneur actuel, Gabino Cué Monteagudo,



leur a signalé son refus et les a assurés qu'il ne prendrait pas la responsabilité de leur sécurité. Déterminés malgré les très probables dangers, les «communards» n'abandonnent ni ne modifient leur projet de retour.

Le 26 janvier, date à laquelle tous les déplacés devaient se réunir à Yosoyuxi, la première partie de la «caravane» est bloquée, à quelques kilomètres du village, par un important dispositif policier déployé par le gouvernement. Les déplacés sont alors informés d'un accord passé entre l'État et le MULT et qui stipule que les déplacés pourront revenir à San Juan Copala, famille par famille, «graduellement», pour peu qu'elles renoncent au projet d'autonomie collective et qu'elles acceptent l'autorité de ceux-là même qui les ont chassé de chez eux et tué leurs proches.

Le 29 janvier au matin, la caravane parvient enfin jusqu'au village de Yosoyuxi où elle rejoint les autres déplacés qui l'attendent. Sur le chemin vers San Juan Copala, 200 policiers antiémeutes leur barrent la route pour les empêcher d'atteindre leur village. Adelfo Regino, le secrétaire aux Affaires indigènes de l'État d'Oaxaca, les informe que l'ensemble des déplacés ne pourront aller plus loin. Il les autorise, en revanche, à envoyer une délégation de 10 personnes à l'assemblée communautaire de San Juan Copala qui doit se tenir ce jour dans la commune. D'abord révoltés contre cette fausse proposition, les déplacés acceptent finalement d'envoyer une délégation, non sans obtenir au préalable que leur sécurité soit garantie et que seuls des habitants de San Juan Copala soient présents à l'assemblée communautaire.

Tout se passait dans un calme relatif jusqu'à ce que la police reçoive l'ordre d'ar-

rêter le compañero David Venegas Reyes, membre de l'APPO et de Vocal (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté), venu soutenir les déplacés dans leur difficile et périlleux retour chez eux. Éternels serviles, les flics obtempèrent et, avec force coups, arrêtent le compañero. Plusieurs procédures ont été engagées, y compris sur Oaxaca, pour obtenir plus de renseignements sur cette arrestation subite. On sait désormais, aux dernières nouvelles, qu'il est incarcéré à la caserne de la police de l'État à San Bartolo Coyotepec et qu'il est inculpé pour «dommages, agressions et menaces contre des fonctionnaires publics»... Ce qu'il nie. Le 31 janvier, dans l'après-midi, il est finalement libéré et les charges à son encontre sont abandonnées.

Cette arrestation brutale a sans aucun doute été conçue pour provoquer la caravane et ralentir, si ce n'est empêcher, le retour immédiat des déplacés. La répression ne semble donc pas avoir fini de s'abattre sur la commune autonome de San Juan Copala. Mais ces indiens triquis épris de liberté n'entendent pas pour autant abandonner la lutte et, malgré les morts, les enlèvements et les agressions, ils restent déterminés. Albino, le porte-parole de la commune, déclarait il y a quelques jours : «Nous y allons seuls, mais prêts à récupérer nos maisons de façon pacifique.»

D'après les dernières informations reçues, les déplacés seraient toujours immobilisés par les barrages de la police antiémeute. Au vu de la situation, le retour définitif des déplacés semble plus que compromis, et leur détermination implacable pourrait bien se révéler insuffisante. Les jours qui suivent nous dirons probablement ce qu'il en est... **G. G.**



Histoire

«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.»
Inconnu

Meurtres à la Grange-aux-Belles

11 janvier 1924

Dans la presse syndicale de toute obédience, on n'arrête pas de réécrire l'histoire. Une «table ronde» parue dans la *Nouvelle Vie ouvrière* (magazine de la CGT, n°3457 du 13 au 26 janvier 2012) en donne un nouvel exemple. Une historienne (Danielle Tartakowsky) et un syndicaliste (Joël Briard) échangent des points de vue sur un ouvrage à paraître – *La Grange-aux-Belles, Maison des syndicats 1906-1988* – qu'ils ont écrit conjointement. Le mouvement anarcho-syndicaliste y est cité: «C'est un mouvement anarcho-syndicaliste qui devient propriétaire et qui se met à gérer des locataires et ne gère pas si mal que ça...» (page 44) Diable on a hâte d'avoir le livre en mains! En attendant, on se rappellera, entre autres, la triste affaire dont la rue de la Grange-aux-Belles fut le théâtre, en 1924. Pour se faire, nous publions à nouveau l'article de Sylvain Boulouque à ce sujet, paru originellement dans *Le Monde libertaire* en 2003. Ne rien oublier pour continuer d'avancer!

Jean-Pierre Germain

Sylvain Boulouque

LE 33, RUE DE LA GRANGE-AUX-BELLES est aujourd'hui un local muré et désaffecté, il a été autrefois un des hauts lieux du syndicalisme. En 1906, alors que la CGT est menacée d'expulsion de la Bourse du travail de Paris, 3, rue du Château-d'Eau, suite aux mouvements revendicatifs pour la journée de huit heures, un jeune ingénieur, Robert Louzon, vient d'hériter et donne la somme nécessaire à l'organisation pour acheter des lieux propres à la CGT.

L'édifice est remis en état par les gars de la Fédération du bâtiment et, en 1912, les locaux deviennent la propriété de l'Union des syndicats de la Seine. Le «33» est baptisé «Maison des syndicats». Cette bâtisse de deux étages comportait, au rez-de-chaussée, une immense salle pouvant contenir jusqu'à 3 000 personnes. Après la Première Guerre mondiale et l'échec de la grève générale de 1920, les déchirements internes minent la CGT. Deux tendances se font jour. Elles aboutissent à la scission entre les confédérés majoritaires conduit par Léon Jouhaux, Alphonse Merrheim et Georges Dumoulin, et les unitaires, minoritaires, dans lesquels se retrouvent un conglomerat disparate composée de syndicalistes révolutionnaires, de syndicalistes libertaires et de syndicalistes communistes. En revanche, l'Union des syn-

dicats de la Seine, qui statutairement possède les locaux, est sous le contrôle des unitaires. Du coup, ils possèdent le siège de la nouvelle centrale syndicale: la CGTU.

Les tensions entre les syndicalistes révolutionnaires du groupe La Vie ouvrière, les communistes et les libertaires vont crescendo. Au congrès fondateur de la CGTU, les libertaires perdent pied, l'alliance entre les communistes et le groupe de la VO donne la majorité aux partisans des bolcheviques. Amer, Le Libertaire titre au lendemain du congrès, le 22 juillet 1922: «La politique a triomphé du syndicalisme, mais elle ne triomphera pas toujours.» Durant la seconde partie de l'année 1922 et tout au long de l'année 1923, les conflits se multiplient autour de la question russe. En effet, les anarchistes soulignent la disparition et l'assassinat de militants, la répression contre les ouvriers à Petrograd, les marins de Kronstadt ou les paysans ukrainiens. Ils publient à la veille du congrès extraordinaire de la CGTU en 1923, une brochure: *La Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, véritable petit Livre noir du communisme. Ils s'agit à travers ces exemples de montrer à l'opinion ouvrière le danger du bolchevisme.

Les libertaires ont le sentiment d'être confrontés à une exploitation politique du



syndicalisme, la mainmise sur la CGTU de la section française de l'Internationale communiste est renforcée par l'adhésion de la centrale à l'Internationale syndicale rouge fondée à Moscou. Ces tensions atteignent un premier apogée au congrès extraordinaire de la CGTU tenu à Bourges en 1923. Cependant, il reste dans des formes acceptables, malgré la violence des propos et la dénégation mise en place par les communistes. Ces derniers multiplient les affirmations gratuites et les sous-entendus, et les libertaires s'interrogent sur la nécessité de rester dans la CGTU. En réponse, à ces attaques diverses, le 10 janvier 1924 paraît dans *Le Libertaire* un appel : il s'agit d'aller porter la contradiction dans un meeting électoral organisé par le PCF, qui se tient au 33, rue de la Grange-aux-Belles.

C'est bien parce que c'était un meeting électoral que les compagnons décident de perturber le meeting. Le 11 au soir commence la réunion publique. Dans la salle près de 3 000 personnes sont présentes. Trois cents libertaires sont venus. À la tribune se succèdent les dirigeants de la SFIC et du Secours rouge international. Marthe Bigot une des dirigeantes du Parti et de la CGTU prend la parole. Un militant libertaire l'interrompt : « Le syndicalisme, ce n'est pas votre affaire. » Première bronca. L'un des responsables du PCF et gérant de *L'Humanité*, Marcel Cachin, tente de ramener le calme.

Rien n'y fait. Au contraire, les huées et les applaudissements s'élèvent, les échanges de coup de poing se multiplient. Julien Le Pen, secrétaire du syndicat des monteurs-électriciens coupe le courant. Henri Reynaud, l'un des secrétaires de la CGTU et par ailleurs, membre de la SFIC, va le rétablir autorisant ainsi la poursuite des affrontements. Albert Treint, le tout frais secrétaire

du Parti, monte à la tribune et se lance dans une série d'invectives à l'égard des anarchistes qui se sont regroupés dans le coin gauche de la salle et tentent de prendre la tribune d'assaut. Treint se voit reprocher son passé militaire, son caporalisme et les insultes quotidiennes déversées dans *L'Humanité*.

Le service d'ordre du PCF intervient une première fois en repoussant les assaillants qui tentent d'occuper la tribune. Treint ordonne au service d'ordre dirigé par Georges Beaugrand, ancien militaire, de réagir énergiquement. Chose faite, les responsables font feu. Jules Boudoux, de son vrai nom Sellenet, secrétaire du syndicat des charpentiers et un des principaux animateurs de la minorité syndicale, a la gorge tranché par une balle, mais échappe de peu à la mort. Par contre, Nicolas Clos, membre de la minorité du syndicat unitaire des métaux, et Adrien Poncet, de la commission d'organisation de l'Union anarchiste et militant du syndicat unitaire du bâtiment qui selon les souvenirs de May Picqueray était insoumis, vivant sous une fausse identité, sont mortellement blessés et succombent pendant leur transfert à l'hôpital. Dès le lendemain, *Le Libertaire*, alors quotidien, et *L'Humanité*, se rejettent la responsabilité. Mais, les preuves abondent : les libertaires étaient regroupés dans le coin gauche de la salle, et les impacts de balles se trouvent de ce côté. Dans le quotidien anarchiste et dans *Le Peuple*, l'organe de la CGT, les témoignages se multiplient. Certains militants présents peuvent donner un signalement précis de l'un des tireurs. Les libertaires cependant suppriment les indices qui permettraient de reconnaître le tireur. Le 15 janvier, lors des obsèques de Poncet, trois milles personnes suivent le cortège funèbre, le PC arrachant à

la campagne de Clos, une prétendue appartenance de ce dernier au parti, qui a été contredite par les témoignages. À son enterrement, le PC ne réussit à entraîner que peu de monde.

Cet événement a marqué le départ des libertaires de la CGTU, *Le Libertaire* titrant : « Rompons avec les assassins ».

En effet, les libertaires et les syndicalistes non communistes quittent la centrale syndicale pour se regrouper un temps dans l'Union fédérative des syndicats autonomes, ceux-ci se séparant en deux branches égales, les uns fondant la CGT-SR et les autres regagnant la CGT. Entre-temps, les instances confédérales de la CGTU à la demande pressante des anarchistes constituent une commission d'enquête, laquelle, sur les conseils de la majorité communiste, ne publia jamais les résultats. Pour cause, l'un des responsables des coups de feu, Gabriel Ducœur, communiste et responsable de la Fédération des cheminots, connu pour sa violence gratuite pendant le premier conflit mondial a été clairement identifié. C'est en 1929 que deux militants libertaires et syndicalistes de la CGT, Julien Le Pen et Albert Guigui, victimes d'une cabale conduite par le PC, livrent son nom.

Dans la mémoire libertaire, la mort de Clos et Poncet a rejoint les autres libertaires tombés sous les coups léninistes des disparus de la Baltique à ceux des journées de mai de Barcelone. **S. B.**

DANIELLE TARTAKOWSKY • JOËL BIARD

LA GRANGE AUX BELLES

MAISON DES SYNDICATS

CREAPHIS EDITIONS

Joël Biard, Danielle Tartakowski, *La Grange-aux-Belles, maison des syndicats*, Creaphis, à paraître en mars 2012.

Le corps en thérapie

PASCAL MATRAT est plutôt connu, dans le monde militant, comme un des animateurs de «Ras les Murs», sur Radio libertaire (89.4) depuis bientôt vingt ans.

Il est aussi psychologue et analyste reichien. De surcroît, spécialisé en tant que thérapeute et formateur sur des sujets sensibles comme la violence, tant individuelle qu'institutionnelle, la gestion des conflits et les conduites addictives.

Or, il vient de publier un livre très intéressant, *Le corps en thérapie*, aux éditions Chroniques sociales. Afin d'être clair, il a tenu à nous prévenir d'un sous-titre sans équivoque : *Du plaisir douloureux de la dépendance au plaisir orgasmique de la liberté* ! Nous comprenons tout de suite qu'il n'y est pas fait l'apologie de «la servitude volontaire» et de «la soumission à l'autorité».

L'auteur travaille comme psychothérapeute et psychanalyste avec toutes sortes de patients et de patientes, mais surtout avec des usagers de drogues. C'est pourquoi, dans son ouvrage, il nous entraîne dans les méandres du psychisme humain, en s'attardant sur le plaisir, la famille, le corps, l'adolescence, la sexualité, l'amour, mais encore sur la violence institutionnelle et politique.

Il écrit : «La maîtrise politique de l'énergie sexuelle constitue le levier le plus important du contrôle des masses. » Nous sommes ici dans la lignée de Wilhelm Reich, Aldous Huxley, George Orwell et Ira Fra Levin.



Fidèle aux concepts de la thérapie reichienne, Pascal Matrat aborde les différentes problématiques individuelles et collectives sous l'angle du corps, du psychisme et de l'organisation sociale. Nous pouvons ainsi voir les liens entre le cerveau, le système nerveux végétatif et les hormones à l'occasion du stress et des traumatismes.

Une grille de lecture tirée de Reich, Alexander Lowen et Gérard Guasch nous aide à y voir plus clair en matière de profils psychologiques. Parallèlement à la psychopathologie clinique classique, sommes-nous schizoïde, oral, rigide, psychopate, masochiste ou phallico-narcissique ?

Schizoïde, nous sommes coupés du réel ; oral, susceptible de conduites addictives ;

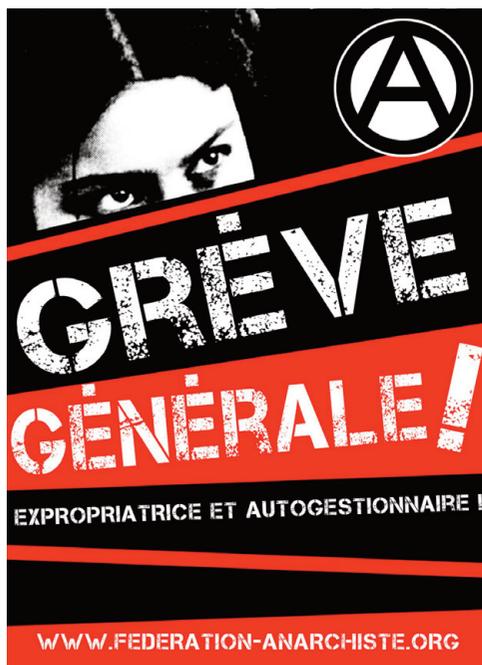
rigide, autoritaire ; psychopate, capable de passages à l'acte ; masochiste, soumis à notre partenaire ; phallico-narcissique, dominateur et menacé de perdre la face.

L'analyse reichienne nous est expliquée avec précision par l'auteur. Nous y retrouvons la technique initiée par Freud, améliorée par Reich et ses continuateurs. Y sont décrits un certain nombre d'exercices corporels qui accélèrent le processus thérapeutique. Appelés *actings*, ils ont été inventés par Wilhelm Reich et codifiés par Federico Navarro. Ils s'inscrivent aux sept niveaux du corps décrits habituellement en analyse reichienne : les yeux, la bouche, le cou, le thorax, le diaphragme, l'abdomen et le pelvis.

Particulièrement riche est le chapitre où Pascal Matrat questionne l'institution. Il insiste sur la violence, le non-dit, la peur des émotions, le fonctionnement orthodoxe et normatif. Cela débouche nécessairement sur une réflexion que tout anarchiste pourrait faire sienne : «En définitive, il nous faut lutter pour aboutir à de réels changements dans notre société, parce que, dans l'avenir, seule une société ordonnée sans le pouvoir, c'est-à-dire, une société véritablement libertaire pourra permettre une libre expression de la pulsion de vie. »

Jacques Lesage de La Haye

Groupe Berneri de la FA
Emission Ras Les Murs



Pour décorer sa rue et son lieu de travail. Toutes ces affiches sont disponibles à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rencontre **anarchiste** en Tunisie (Tunis)



NOUS NOUS SOMMES RENDUS À TUNIS afin de rencontrer les camarades avec qui nous avons pris contact lors du meeting international – Réseau de luttes – à Tunis, en septembre et octobre 2011.

L'objectif de cette rencontre était de prendre contact directement, de présenter la Fédération anarchiste et de voir ce que nous pourrions faire ensemble afin d'aider à l'émergence d'un mouvement anarchiste en Tunisie.

La réunion s'est déroulée dans un centre culturel. Une cinquantaine de personnes sont passées. Nous avons emmené des journaux, des livres, des brochures, des autocollants et des affiches. Tout est parti rapidement et a suscité beaucoup d'intérêt.

Il y a une forte demande de clarification idéologique sur l'anarchisme. La question de la religion reste centrale bien qu'occultée ou remise à plus tard. Les camarades tunisiens insistent sur la question sociale, la répartition des richesses, sur la destruction du pouvoir politique. Par contre, ils veulent garder un mouvement de masse et populaire. Du coup, ils évitent les sujets qui fâchent, notamment la religion qu'ils ne veulent pas attaquer de front pour ne pas se couper des bases populaires, en la reléguant à plus tard après avoir résolu la question sociale. De même, ils ont

une vision très négative des luttes pour des libertés individuelles (liberté d'expression, liberté de conscience, etc.). Ils pensent que ce sont des libertés «bourgeoises» qui occultent la réalité sociale et les inégalités. La préoccupation du peuple est de pouvoir vivre. Quels sens ont des libertés individuelles, des droits quand la principale préoccupation est de se nourrir, de se vêtir, de se loger ? Quand la misère sociale empêche tout simplement de jouir de ces «droits» ?

Afin de conserver un mouvement de masse, ils luttent aussi avec tous les groupes et groupuscules communistes, marxistes, trotskistes, etc. Ils sont cependant très clairs sur la nécessité de briser l'État et rejettent les élections en bloc. Pour eux, ce sont les «guéguerres» politiques électorales qui ont mis un frein à l'élan révolutionnaire populaire.

Il y a une réelle liberté de parole même si nous nous savions surveillés. Cependant, la situation sociale reste tendue. Il y a encore des manifestations, réprimées violemment. Des milices islamistes, liées à Enhada – vitrine officielle mais aussi dangereuse – agressent les femmes dans la rue. Les camarades tunisiens craignent une islamisation de la société comme en Algérie. Par exemple, des mosquées se construisent dans les casernes.

En tout cas, la preuve est faite que la bourgeoisie «éclairée» a préféré s'allier aux islamistes plutôt que de laisser se poursuivre l'élan révolutionnaire. C'est encore pour cette raison que les camarades tunisiens sont très réticents sur les libertés «individuelles bourgeoises». La bourgeoisie accepte de museler les libertés du peuple car son statut privilégié lui permet de bénéficier de libertés privilégiées.

Dans la rue, l'armée et la police sont de nouveau bien visibles. Les principaux bâtiments officiels sont protégés par l'armée, entourés de barbelés, afin d'éviter d'éventuelles occupations par de nouvelles manifestations. Le mouvement révolutionnaire tunisien va donc devoir inventer de nouvelles formes de lutte. Il y a une réelle tentation à créer des structures syndicales autonomes, autogestionnaires. L'idée de récupérer des usines victimes de délocalisation, des logements vides, fait son chemin.

Il reste les structures de lutte des diplômés chômeurs, les comités de défense de la révolution, même si ceux-ci sont en sommeil. Le feu couve encore sous la braise.

**Relations internationales
de la Fédération anarchiste**



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 9 février

Chronique hebdo (10 h 00) En octobre 2011 à l'initiative du ministre de l'intérieur le tribunal de Paris interdit le site de Copwatch (réseau international) qui met à jour les violences policières. En janvier 2012 le voici qui renait... de la censure! Anonymous un autre groupement s'active lui pour lutter contre ceux qui violent les droits humains. Aujourd'hui la justice (ou la police?) devient l'affaire de tous.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Soutien aux réfractaires à l'armée, pionniers d'un monde sans guerre (Maurice Montet).

Vendredi 10 février

For a Few Sixities More (09 h 00) Musiques jamaïcaines. De Prince Buster à Nitty Gritty en passant par Stranger Cole, Desmond Dekker, Austin Faithfull et bien d'autres.

Samedi 11 février

Chronique syndicale (11 h 30) Luttons et actualités sociales. Invité : F. Genevée. Sujet : les archives du PC.

Dimanche 12 février

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre. Hermann Göring sur le banc des accusés et dans sa cellule pendant le procès de Nuremberg, c'est du théâtre (presque) documentaire et passionnant!

Lundi 13 février

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans...

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Bernard Baissat est journaliste et cinéaste. Aujourd'hui militant de l'Union pacifiste, il a réalisé de nombreux films sur des

compagnons de route de l'anarchisme et du pacifisme tels May Picqueray, Eugène Bizot, Serge Utgé-Royo...

Mardi 14 février

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Mercredi 15 février

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Piano et blues, première partie.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice. Christophe de La Condamine, ancien prisonnier, vient nous parler de son livre *Journal de taule* (Éditions L'Harmattan).

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Décembre 2011

Mme C. Camus (84) : 150 €

M. G. Ferrie (34) : 100 €

M. O. Fayel (69) : 20 €

M. R. Callemard (22) : 100 €

Mme S. Carrez (internet) : 30 €

M. H. Bruyeres (81) : 300 €

Mme P. Bes (67) : 50 €

M. J. Serrant et Mme F. Crespin (91) : 50 €

M. J. Broga (22) : 70 €

M. E. Bonnet (44) : 40 €

M. R. Care (53) : 50 €

M. J. Grégoire (83) : 100 €

M. J. Rat (86) : 15 €

M. E. Hazard (59) : 18,75 €

Mme P. Le Pallec (internet) : 5 €

M. R. Blachier (internet) : 5 €

TOTAL : 1103,75 €

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Nouvelles de la FA

La liaison Pierre noire de la FA dans le Cantal se transforme en groupe Marguerite-Agutte. Vous pouvez visiter le blog du groupe à l'adresse <http://fa-cantal.blogspot.com/>

Contact : cantal@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison de la FA est présente à Laval dans le département de la Mayenne (53), vous pouvez la contacter à l'adresse : laval@federation-anarchiste.org

Une deuxième liaison de la FA est présente dans le Lot (46) près de Gourdon. Vous pouvez contacter la liaison Gourdon à l'adresse suivante : gourdon@federation-anarchiste.org

Jeudi 9 février

Paris XIV^e

19h30. Menace sur nos neurones, Alzheimer, Parkinson et ceux qui en profitent. Marie Grossmann et Roger Lenglet démontent dans leur livre paru aux éditions Actes Sud le mécanisme d'un « effet d'aubaine » ignoble. Débat avec les auteurs. Bibliothèque Vandamme, 80, avenue du Maine. Métro Gaîté. Entrée libre et gratuite.

Paris XX^e

18h30. Quel avenir pour notre école? Au-delà de la suppression de milliers de postes d'enseignants et de la formation professionnelle initiale des maîtres, l'avenir de l'école se joue surtout dans la pénétration des normes néolibérales au cœur du monde scolaire. Rencontre avec Pierre Clément, coauteur du livre *La nouvelle école capitaliste*. Bibliothèque Sorbier, 17, rue Sorbier. Métro Gambetta. Entrée libre et gratuite.

Vendredi 10 février

Rennes (35)

20 heures. Concert de soutien au Collectif Antifasciste de Rennes, avec Slim Wild Board (Folk, Rennes) et Mohawk (Folk Celtique, Brest). Prix libre. Bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la Librairie du Monde Libertaire. *Les Moissons de la révolte* de Richard Hamon et Alessandro Stella (2006). Soixante-quinze ans après le coup d'État militaire de Franco, les paysans andalous demeurent soumis, pour une large majorité, à l'arbitraire des grands propriétaires terriens. Actuellement l'injustice demeure toujours, mais des paysans se sont organisés pour travailler autrement... À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Paris XII^e

19 heures. Deux comédiens lisent et mettent en espace un montage d'extraits de la pièce de Frédéric Lordon, économiste atterré *D'un retournement l'autre* (Seuil, 2011), comédie sérieuse en trois actes et en alexandrins sur la crise financière. Avec Isabelle Mestre et Christophe Mileschi comédiens. Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre. Métros Faidherbe-Chaligny, Ledru-Rollin ou Gare de Lyon.

Samedi 11 février

Rennes (35)

18 heures. Projection du documentaire *Seguir luchando para seguir existiendo*

(1 h 20, VOST), sur les luttes du peuple Mapuche au Chili, en présence de Sergio Zamora, historien spécialiste des luttes mapuches. Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan. Métro Sainte-Anne.

Carpentras (84)

18 heures. Conférence-débat avec Claire Auzias: Peuple d'ici, peuple d'ailleurs, nomades toujours pourchassés, les Tziganes comme témoins. Espace Fenouil (114, rue P. et E. Fenouil). La soirée sera conclue par un buffet dînatoire (Paf: 7 euros). Réservation impérative au 04 90 63 47 40 ou au 04 90 63 15 21.

Limoges (87)

20h30. Spectacle-débat sur Boris Vian, ce déserteur de tous les préjugés, organisé par *La Vache qui...* (journal limousin de contre-information) et par le Cercle Gramsci. La performance théâtrale des Ex-agacés permettra une discussion sur le civisme de Vian, en dehors de tous les racolages partisans. Salle Jean-Pierre-Timbaud (derrière la mairie).

Dimanche 12 février

Paris XI^e

18 heures. Soirée de solidarité avec les inculpés de Toulouse/Labège. Intervention, infos et musiques avec The Angry Cats (rockabillybertaire, Paris), Burning Lady (punk mixte, Lille), Tulamort (punk de rues, Paris). Paf: 5 euros. Au CICP, 21ter, rue Voltaire. Métro Nation.

Mardi 14 février

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysivité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: 50 ans après, trois faces de la guerre d'Algérie en France. Seconde rencontre/débat: La fascisation: L'OAS, la gangrène colonialiste, fait peser une menace de pouvoir fasciste en France. Présentation de Jean-Paul Gautier, historien et politologue. Il est notamment l'auteur de *Les extrêmes droites en France: de la traversée du désert à l'ascension du front national (1945-2008)* (Syllepse, 2009). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 16 février

Paris X^e

19 heures. Faut-il manger les animaux? Débat avec Yves-Marie Le Bourdonnec, boucher à Asnières et Fabrice Nicolino, journaliste et auteur de *Bidoche* aux éditions Les liens qui libèrent. Bibliothèque

François-Villon, 81, Bd de la Villette. Métro Colonel-Fabien. Entrée libre et gratuite.

Paris XI^e

19 heures. Mourir à Charonne, pourquoi? Le 8 février 1962, au moment de la dispersion d'une manifestation contre les attentats de l'OAS, la police parisienne charge violemment les manifestants devant le métro Charonne. Il y aura 9 morts. Projection du documentaire de Daniel Kupferstein (2009, 52 minutes). Débat avec le réalisateur et les auteurs du récit *Dans l'ombre de Charonne*, Désirée et Alain Frappier. Bibliothèque Faidherbe, 18, rue Faidherbe. Métro Colonel-Fabien. Entrée libre et gratuite.

Paris XVIII^e

15h30. La Bibliothèque La Rue entame une série de débats autour (et avec) les éditions *Après le Lune*, en compagnie de Jean-Jacques Reboux, fondateur des éditions, qui viendra évoquer avec nous le métier d'éditeur engagé. 10, rue Robert-Planquette. Métros Blanche ou Abbesses.

Samedi 18 février

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-Débat sur les luttes ouvrières autour du film de Karel Pairemaure *Au prix du gaz* à la librairie *l'insoumise*, 128, rue Saint-Hilaire (entrée libre).

Paris XI^e

16 heures. Rencontre-débat avec Maurice Rajsfus autour de son dernier ouvrage *France d'en haut, France d'en bas: les dominés seront-ils toujours soumis?* paru aux Éditions du Monde libertaire. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire.

Projection-débat

Les Moissons de la révolte

S'organiser pour vivre autrement,
l'expérience de la communauté La Marinaleda



Vendredi 10 février à 19h30

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris